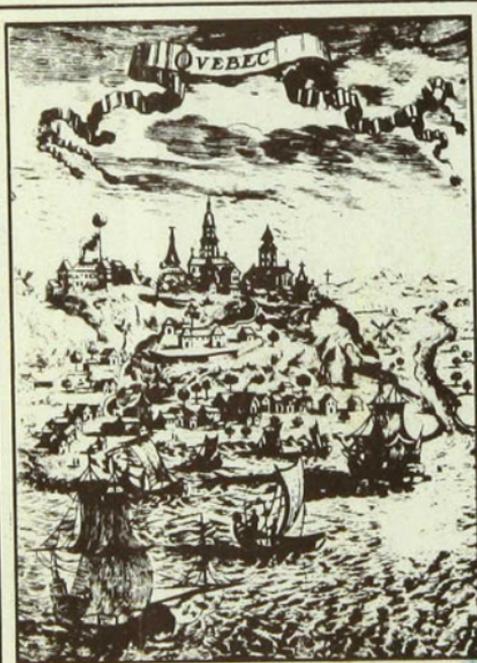


504281

677

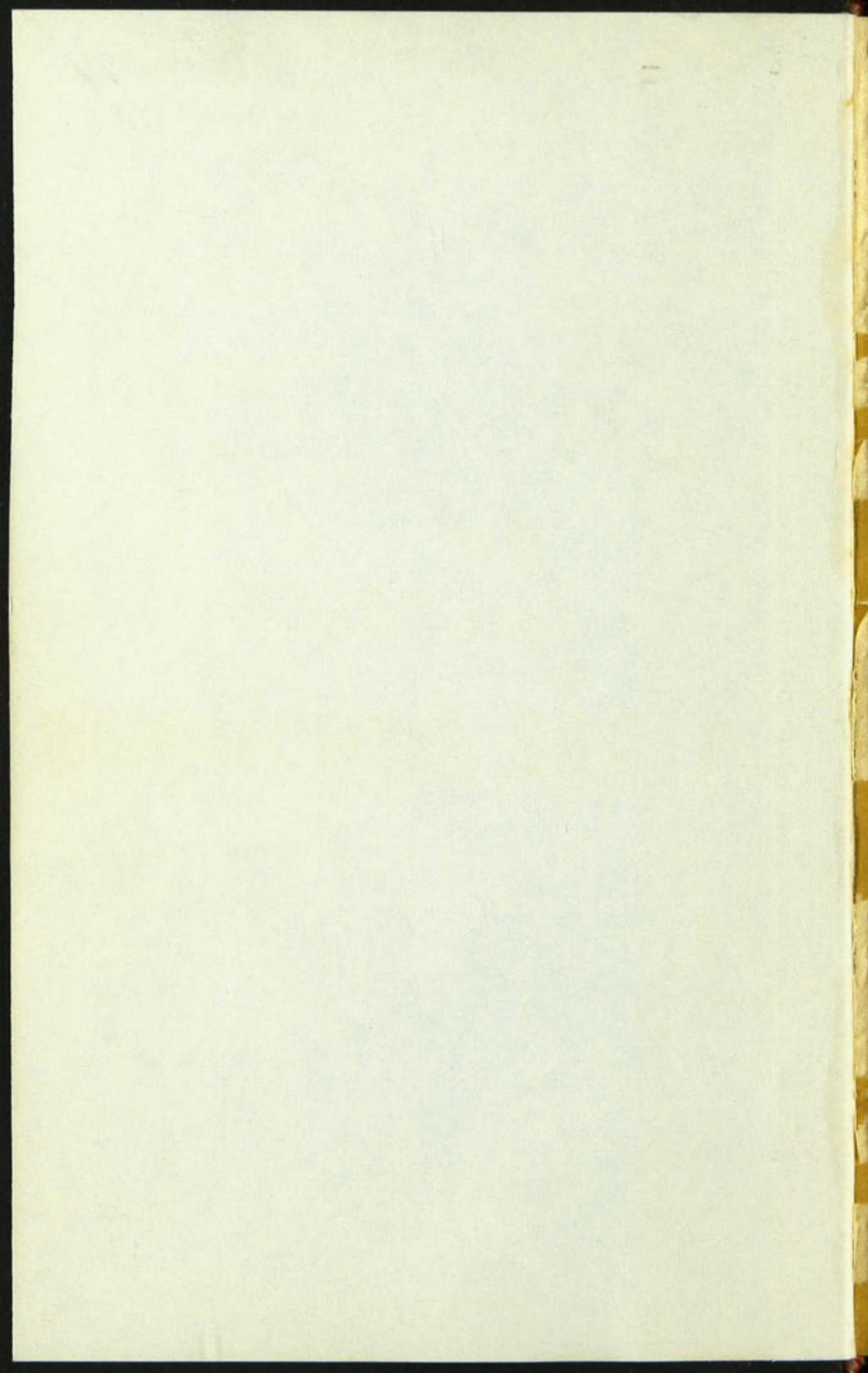
3714

lp



Bibliothèque Nationale du Québec

3463



ABBÉ LIONEL GROULX

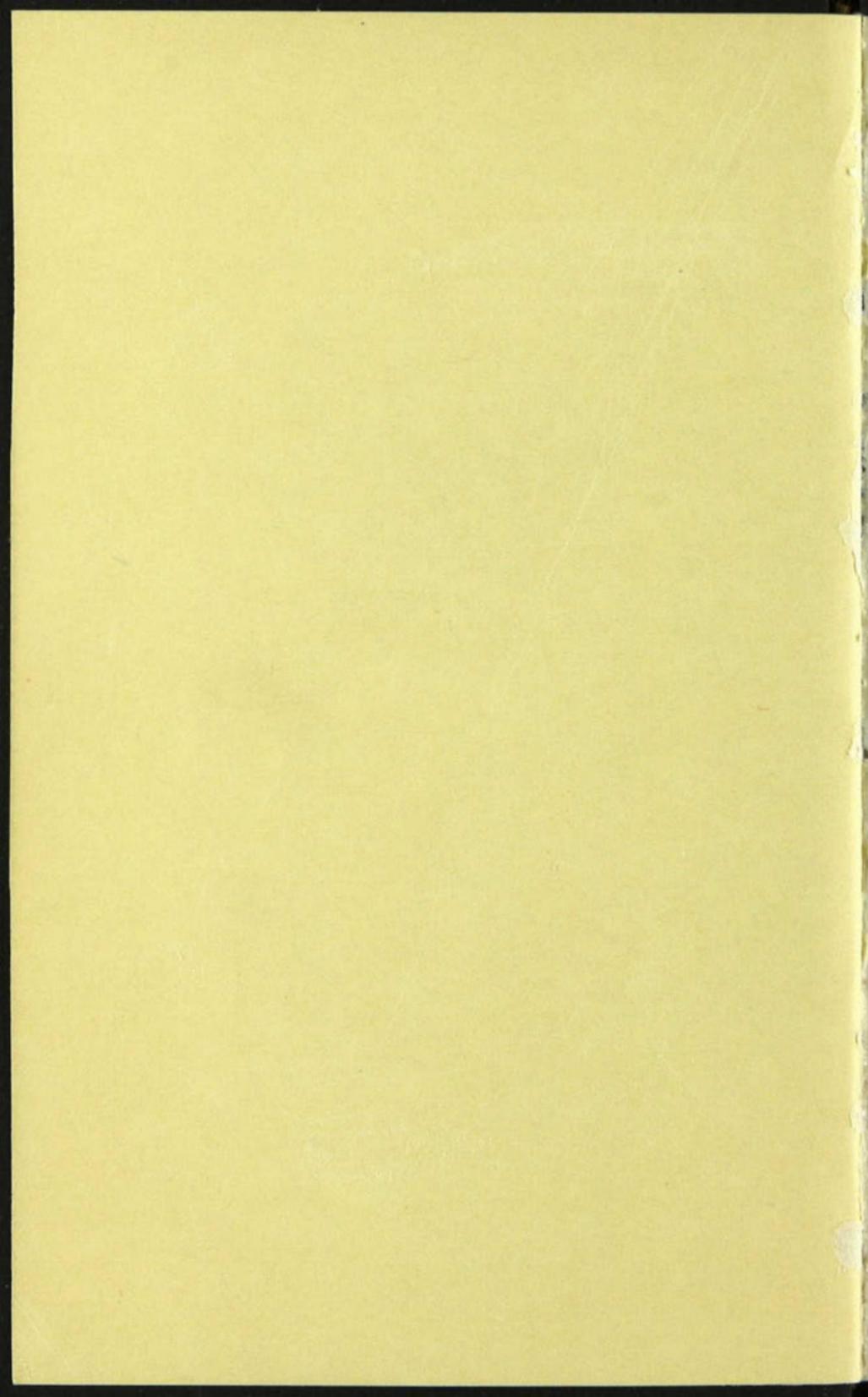


*Paroles*  
**À DES ÉTUDIANTS**

1941

ÉDITIONS DE L'ACTION NATIONALE

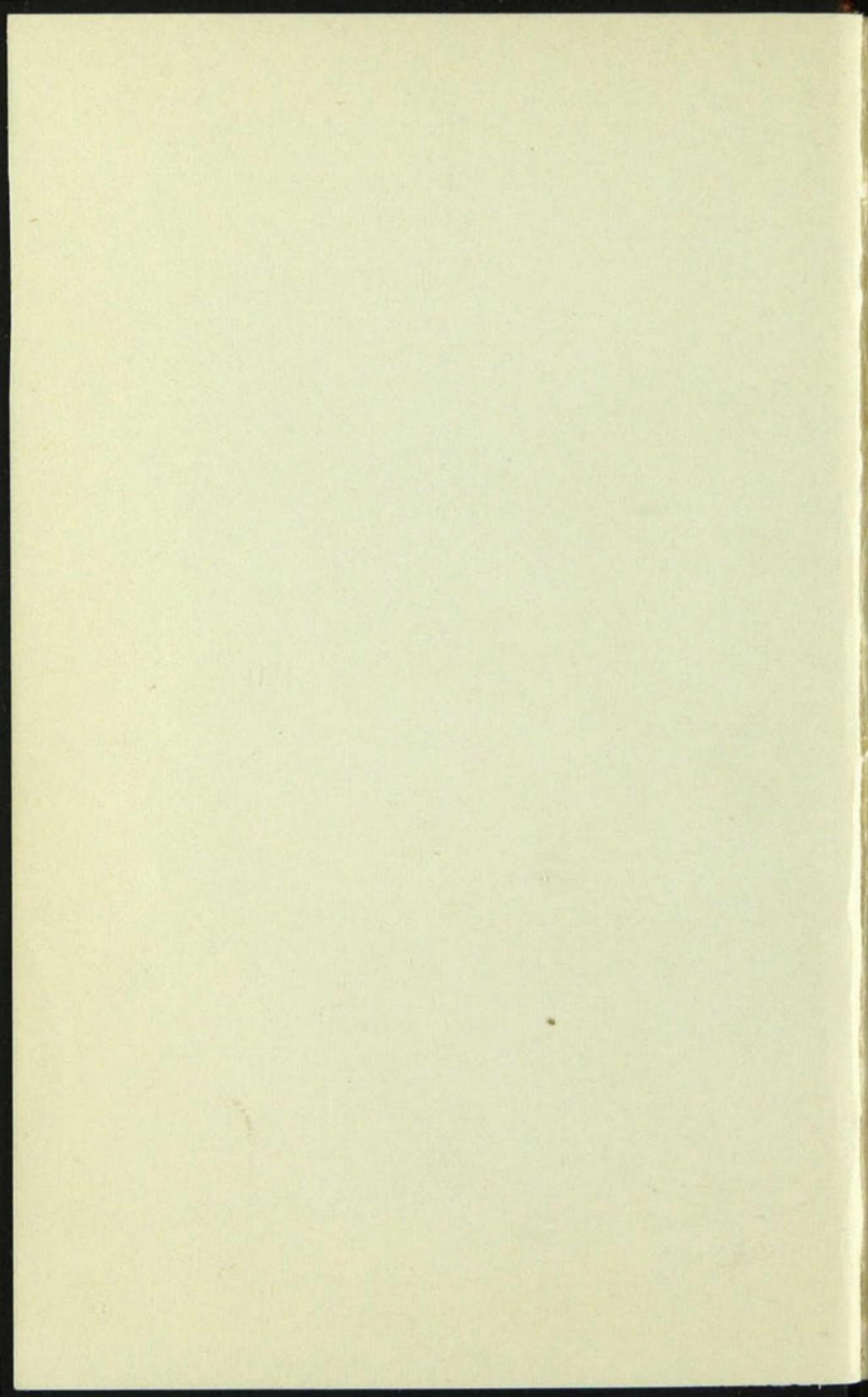
MONTRÉAL



1835-10

1838-10

15/1/1838



PAROLES À DES  
ÉTUDIANTS

*Nihil obstat.*

HENRI JEANNOTTE, p.s.s.,  
*censeur.*

Montréal, le 29 septembre 1941.



*Imprimatur :*

PHILIPPE PERRIER,  
*Vicaire général.*

Montréal, 1er octobre 1941.



*Droits réservés, Canada, 1941.*

ABBÉ LIONEL GROULX

Paroles à des Étudiants

BIBLIOTHÈQUE  
SAINT-SULPICE

1941

ÉDITIONS DE L'ACTION NATIONALE  
MONTRÉAL

BIBLIOTHECA  
1019.112-110A2

F  
5042.1  
G 77

[S]

B. Q. R.  
NO. 1390

## Paroles à des étudiants

•

*Un étudiant se présenta chez moi.*

— *M. l'abbé, de mes camarades de l'Université de Montréal souhaiteraient une journée d'étude sur nos problèmes nationaux. Vous seriez le seul conférencier. Vous parleriez portes closes, sans journalistes. Nous pourrions vous questionner et discuter en toute liberté.*

— *Combien serez-vous ?*

— *Une cinquantaine au moins.*

*Ils vinrent cent des diverses facultés et écoles, quelques-uns même d'Ottawa et de Québec. Je leur dis la messe, un dimanche matin, le 23 mars 1941, dans mon ancienne chapelle de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste, coin Sherbrooke et Saint-André. Presque tous communiaient. Le petit déjeuner fut pris debout. À neuf heures nous étions au travail. Je fis à ces étudiants deux causeries de trois quarts d'heure chacune. Pour m'y préparer, je leur avais dit : « Envoyez-moi des questions, vos questions. Aussi directement que possible, je*

*veux répondre à vos préoccupations actuelles, à vos soucis profonds ». De ces questions, je fis un choix, une coordination. Les causeries finies, l'on put discuter à loisir. La réunion prit fin vers une heure de l'après-midi.*

*Deux jours plus tard, je reçus la visite d'une jeune fille.*

*— Nous désirerions, nous aussi, comme nos amis, les étudiants de l'Université de Montréal, une journée d'étude sur le problème national canadien-français.*

*— Combien serez-vous ?*

*— Nous ferons un choix; nous nous adresserons à des jeunes filles qui veulent agir; mais nous dépasserons en nombre les garçons.*

*Elles vinrent cent vingt-cinq : jeunes filles du monde adonnées aux œuvres, élèves finissantes des couvents, demoiselles de l'enseignement secondaire.*

*Je les reçus un dimanche après-midi, dans le grand parloir de l'Académie Saint-Louis de Gonzague, rue Sherbrooke. Ces demoiselles avaient insisté pour que je leur servisse les mêmes causeries, le même thème qu'à leurs amis de l'Université. Je modifiai légèrement quelques exposés, pour les*

*adapter à mon auditoire féminin. De mes notes, j'ai tiré ces Paroles à des Étudiants. Mes deux auditoires ont souhaité que ces paroles fussent publiées. Je les livre à cette jeunesse, l'un des plus fiers témoignages qui me soient apparus dans ma vie. Dieu prolonge une action que, depuis lors, je sais en plein élan !*

L. G.

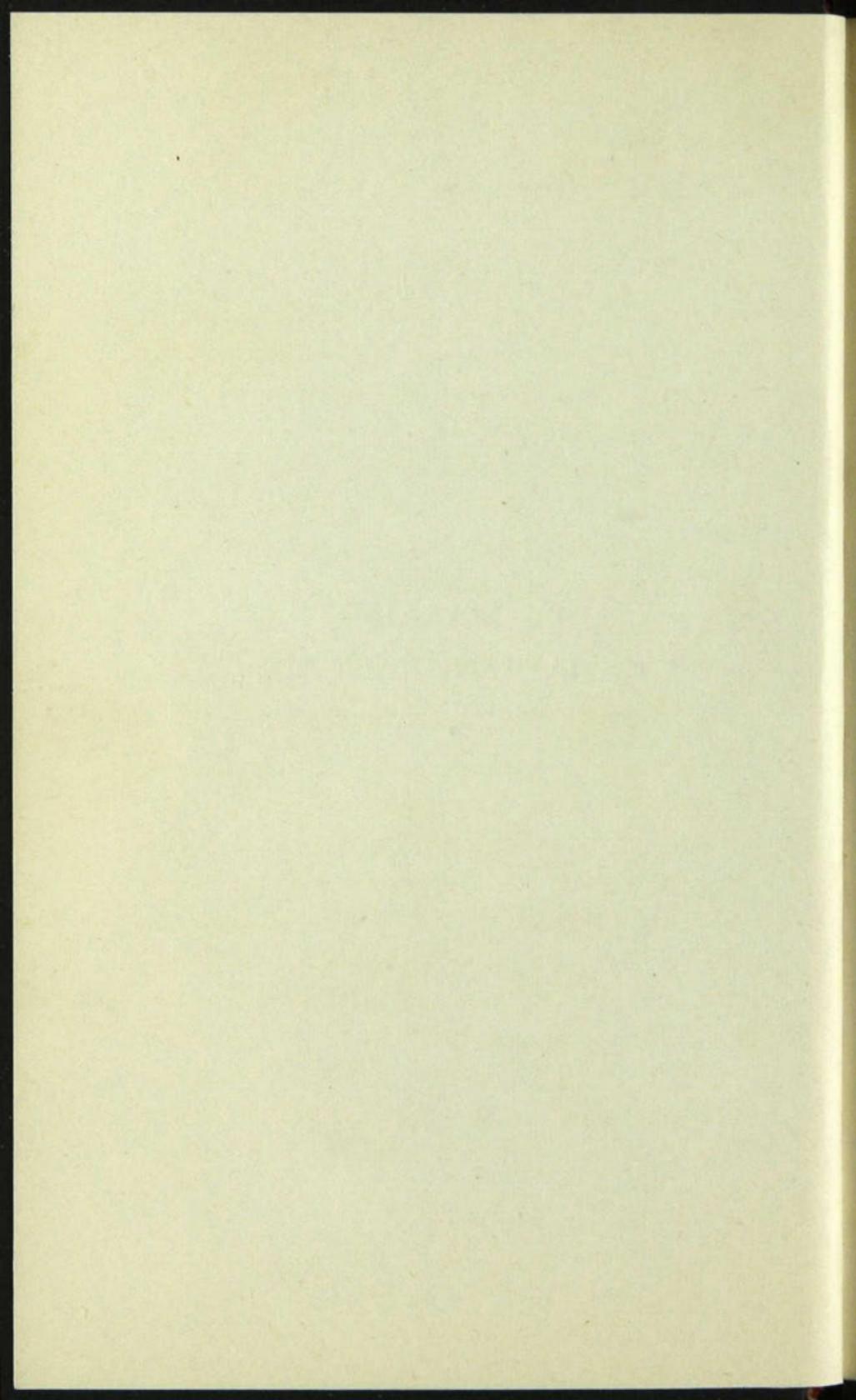
15 août 1941, en la fête de l'Assomption.





LE MALAISE  
CANADIEN-FRANÇAIS





Mes chers amis,

En toute convenance, je devrais vous dire combien votre geste de ce matin m'émeut. J'ai choisi de commencer sans préambule. Vous m'avez posé beaucoup de questions. En somme, c'est tout le problème canadien-français que vous me priez de vous exposer. Redoutable matière. Commençons par l'analyse du malaise national. Après quoi nous chercherons les remèdes.

— I —

### **Le malaise canadien-français**

Quel est-il ? D'où vient-il ? En cette recherche, vous l'avouerez-je, je ne suis pas enclin, comme certains gens, à prononcer dogmatiquement : « Mal politique d'abord ! ». Ou, comme d'autres : « Mal économique d'abord ! ». Ou, comme d'autres encore : « Mal social », « Enseignement défectueux d'abord ! ». Je tiens que, dans le cas de l'homme ou des sociétés, tout problème de vie est complexe. Qu'à la première phase d'un malaise, il soit possible d'assigner une cause unique et précise, je n'en disconviens pas. Un être vivant qui se désintègre,

a tôt fait néanmoins de se décomposer en toutes ses parties ou en tous ses organes. Rapidement la cause unique et initiale déclenche le jeu perfide d'autres causes et se conjugue avec elles. Le diagnostic consiste alors à démêler la part de tous les agents de dissolution. Le malaise d'un peuple ne peut être déterminé que dans une vue synthétique. Voulez-vous que je procède comme je fais en histoire ? Je commence par aligner ou poser des séries de faits bien vérifiés, rigoureusement contrôlés. Je me mets ensuite à la recherche des causes explicatives, investigation où je m'applique à mesurer le jeu de chacune, sans perdre de vue cependant, la cause principale, la cause « chef de file ».

N'examinons, si vous voulez, que des faits très objectifs, indiscutables, sur lesquels il y a déjà, entre nous, accord préétabli. Le premier de ces faits, c'est votre présence ici ; c'est votre inquiétude au sujet d'un problème où vous sentez toute votre vie engagée. Que cherchez-vous ? Une doctrine nationale, m'avez-vous dit. J'ai donc le droit de conclure que vous n'en avez point, ou qu'en tout cas, vous n'êtes pas très sûrs de celle que vous croyez tenir. Qu'une telle indigence me soit avouée par vous, vous saisis-

sez, je pense, la gravité et la signification de ce premier fait. L'on s'est demandé le pourquoi de tant de cajoleries prodiguées par les dictateurs à la jeunesse. L'on pourrait tout aussi bien chercher le pourquoi de ce phénomène universel qui s'appelle l'inquiétude des jeunes générations. Ces appels, non seulement des dictateurs, mais de la plupart des autorités sociales, aux forces saines et à ce que l'on croit les seules forces d'avenir; en même temps, de la part des jeunes eux-mêmes, cette conscience précoce de leur rôle exceptionnel, de leur fonction majeure, cette impatience à prendre les leviers de commande, ces deux phénomènes corrélatifs ne seraient-ils pas l'aveu, pour les uns, de la profonde corruption de ce qui a été, de ce qui est, et d'une défection de l'espoir, et, pour la jeunesse, la conscience d'un mandat impératif, providentiel, qu'elle ne s'arroge point, mais dont s'empare cette part d'humain qu'étreint plus que toute autre le tragique de ce monde ?

Et vous qui me posez une question si troublante, qui êtes-vous ? Je n'ai pas devant moi une jeunesse des petites écoles ni des milieux ouvriers. Vous êtes étudiants d'une université catholique et

canadienne-française. Si vous manquez de doctrine nationale, votre milieu en serait-il responsable? Hélas, quoi qu'il nous en coûte, voici bien le deuxième fait que nous ne pouvons écarter : l'indigence de doctrine et, par suite, l'anarchie des esprits dans l'ordre national. La tragédie des Canadiens français, ai-je dit bien des fois, c'est leur impuissance à s'entendre, à se mettre d'accord sur quelques-unes des vérités capitales, quelques-uns des principes qui, par tout peuple, sont considérés comme des principes de vie. Impuissance qui semble s'accroître chez nous à mesure que l'on remonte vers les hautes classes sociales. Voyez : les uns sont plus Français que Canadiens français. (Combien, en notre élite, ne sont que des émigrés de la France?) D'autres sont plus Anglais que Canadiens français. D'autres, plus Canadiens que Canadiens français. Chacun paraît avoir suivi, sur ce point qu'on dirait secondaire, ses relations sociales, ses relations d'affaires, ses caprices ou ses engouements d'esthète, ses attaches politiques. On n'imagine point plus parfaits désaxés. À l'heure où je vous parle, où il semble que branlent toutes les têtes, un petit groupe, un tout petit groupe de Bédiens attardés s'acharnent

à croire qu'on reste malgré tout le produit de son sang, de son pays, de son histoire, de sa culture.

Relevons ensemble, dans les divers domaines de notre vie collective, les conséquences de ce désordre des esprits.

### Dans le domaine politique.

En notre vie politique, tous les gens de bonne foi — ce sera notre troisième fait — admettent et déplorent le rôle nocif, l'empire extraordinaire de l'esprit de parti. L'aberration est de celles qui font penser à un envoûtement. Mais, en définitive, l'esprit de parti est-il autre chose qu'une forme d'anarchie ? Je ne m'inquiète pas de savoir si le régime parlementaire postule forcément les partis politiques. Je demande si le parti, posé à l'état de mal nécessaire, doit étendre, dans la conscience du citoyen, électeur ou député, cet empire moral qui atteint presque à la contrainte et à la grandeur d'une foi ? Substituer, dans l'esprit du partisan, le parti et ses fins individualistes, à l'intérêt commun, aux réalités patrie, nation, voilà qui ressemble fort à une corruption essentielle de la politique, de sa définition et de sa fin. Connaissez-vous infection

plus pernicieuse qui mine actuellement le corps de la nation, et qui, par les fumées troubles qu'elle nous a portées au cerveau, nous a brouillés de façon plus lamentable sur nos intérêts politiques, économiques, nationaux, et même moraux et religieux ? Qu'en outre, l'esprit de parti détienne, sur le Canadien français, de plus fortes prises que sur tout autre groupe ethnique au Canada ; en d'autres termes, que le peuple le plus obligé à la cohésion, soit le plus divisé politiquement ; qu'en même temps et par la courbe presque naturelle de la passion politique, le groupe le plus engagé envers sa réalité nationale, en apparaisse le plus détaché, voilà, certes, d'autres faits bien étranges autant que des thèmes à pénibles réflexions. Asselin nous avait préparé une amère épitaphe : « Ci-gît un peuple mort de bêtise ! » Je ne sais si la bêtise meurtrière ne sera pas celle-là.

De cet empire de l'esprit de parti sur le Canadien français, l'on pourrait fournir plusieurs causes explicatives. On pourrait s'en prendre à la psychologie ou à l'état social de notre peuple, peuple de prolétaires et de petits propriétaires, peuple de petites gens, en somme, plus porté qu'un autre à

requérir ou à subir la domination d'un chef, quel qu'il soit. On y pourrait chercher l'influence d'un passé relativement proche où les chefs politiques tenaient figure de chefs nationaux. Pendant cent ans, les Canadiens français aimèrent leurs chefs de l'affection passionnée qu'inspirent les grands objets de tous les nationalismes. Rappelons-nous l'accent de mépris avec lequel nos grands-pères décochaient aux déserteurs de la cause nationale la flétrissure de « Chouayens ». Notre peuple, comme tout peuple, saisit lentement les évolutions historiques. Par une fidélité un peu naïve qui rappelle celle des vieux « légitimistes » de France, restés « légitimistes » même après la mort de leurs princes, les Canadiens français ont reporté, sur leurs chefs plus récents, l'attachement qu'ils vouaient à leurs chefs d'hier, alors même que la politique évacuait le national et que les nouveaux coryphées ne craignaient rien tant que d'être suspectés de nationalisme. Sans doute aussi la presse politique d'expression française porte-t-elle sa part de responsabilité. Plus rarement que chez les Anglo-canadiens, propriété de grands riches, de compagnies, d'hommes d'affaires; propriété plutôt du parti, soutenue largement par la caisse, le patronage du parti, elle

devient, par cela même, plus étroitement partisane et plus propre à former des partisans. Notons enfin cet autre fait que nos hommes politiques se recrutent pour un bien petit nombre dans la classe des riches. Plus que parmi les Anglo-Canadiens, ils appartiennent aux politiciens professionnels, je veux dire à cette classe d'hommes pour qui la politique est le gagne-pain : état social qui ne favorise qu'assez médiocrement l'indépendance d'esprit ou de caractère. Par surcroît, la politique est malheureusement la seule des professions de grand style où l'on peut entrer sans parchemin, voire sans instruction, la compétence étant considérée, même par les chefs, comme un bagage superflu, sinon encombrant. Autant d'explications de l'esprit de parti qui ont leur part de plausibilité. S'expliquerait-il par une déficience d'ordre encore plus grave, une déviation plus profonde de l'esprit public? . . . N'anticipons point.

Continuons de poser des faits. L'empire admis du parti politique, la grande affaire des chefs est d'en assurer la cohésion ou l'unité. Instrument de règne, il importe qu'il soit solide. Dans le domaine fédéral, les chefs s'efforceront donc de supprimer

ou d'atténuer les heurts entre les groupes ethniques et les groupes provinciaux; ils s'appliqueront à minimiser les oppositions de toute espèce : oppositions de foi, de langue, de culture, irrédentismes provinciaux, culturels ou autres. Du domaine fédéral, le même esprit, les mêmes soucis passeront tout naturellement au domaine provincial, puisqu'il est entendu que, dans les deux domaines, le parti garde les mêmes cadres, constitue la même famille politique, possède le même presse, se nourrit aux mêmes sources. Or les Canadiens français, plus différents, s'opposent aux autres plus vigoureusement. Comme groupe politique, ils ont charge d'intérêts plus élevés, en rapport constant avec l'ordre culturel ou moral. Ce qui revient à dire que les frontières morales du Québec, plus élevées que les autres, auront, plus que les autres, au nom de l'unité du parti, à subir l'érosion niveleuse.

De là proviennent ces dénonciations violentes, par les nôtres, de toute forme de nationalisme canadien-français; ces théories courantes sur l'esprit de concession et sur l'opportunité d'une bonne-entente dont nous faisons tous les frais. De là encore, à l'aide d'équivoques et de sophismes sa-

vamment entretenus, ce heurt de deux idéologies : la canadienne et la canadienne-française; l'apparente impuissance à coordonner deux droits, deux devoirs, deux sentiments, deux allégeances : ce que l'on doit à l'État central, au pays canadien; ce que l'on doit à sa province, à sa nationalité. De ce principe juste et sain que la province n'est pas en mesure, par ses seules ressources, de procurer à ses ressortissants, tout le bien commun — je dis tout; je ne dis pas davantage — l'on prend prétexte pour prêcher une théorie de la collaboration, ou mieux, de la soumission à l'État central, aux volontés et aux caprices des autres provinces, collaboration et soumission où l'on ne sait plus situer les limites. La tendance s'accroît de consentir à l'État fédéral une sorte de primauté absolue, à tout le moins des pouvoirs dont la définition et l'étendue n'appartiendraient qu'à lui. Toute une école enseigne et se comporte comme si nous vivions dans un État unitaire. Notre particularisme national ne fait plus figure que d'un particularisme en voie de naissance ou d'éveil, sans droits politiques et sans cadres politiques. Et les Canadiens français ne pourraient déterminer ou définir leur programme de vie collec-

tive que dans la dépendance absolue de l'État central et du tout canadien et qu'en fonction de ces deux unités.

L'une des moindres conséquences de ces aberrations constitutionnelles aura été de développer, dans notre vie publique, un déplorable esprit de pusillanimité. Nous avons fini par nous croire les parias de la Confédération, le groupe ethnique, la province qui n'ont jamais le droit d'exiger tout leur droit, mais dont le rôle serait de porter humblement, sur l'autel de l'unité nationale, sa gerbe de sacrifices perpétuels et unilatéraux. Des signes par trop évidents de ce complexe d'infériorité affleurent partout. Vous les découvrirez en notre habitude de craindre, sur le terrain politique et national, beaucoup plus l'action que l'inaction. Nous préférons ne pas revendiquer que trop revendiquer. Et quand nous revendiquons, nous le faisons trop souvent avec la mollesse, le ton implorant du citoyen qui n'est qu'à demi sûr de son droit. Nous pourrions nous aviser qu'être plus Ontarien que Canadien, moins Canadien que Westerner, seraient aussi des excès de provincialisme. De même imposer la domination de sa langue au delà de tout esprit de chari-

té et de justice, au delà des limites de la constitution; accaparer gloutonnement plus que sa part des emplois publics, en évincer autant que possible l'associé politique; tenir en servitude les minorités religieuses ou ethniques, leur mesurer la liberté au compte-gouttes, tout cela pourrait aussi nous apparaître pour des excès de nationalisme. Et nous pourrions nous demander s'il n'y aurait pas, au Canada, pires provincialistes et pires nationalistes que les Canadiens français. Questions impertinentes, examen hasardeux que s'interdit notre conscience scrupuleuse. Au besoin les folliculaires ne manquent point qui nous ramènent aux règles de la modération et de la décence.

#### Dans le domaine économique et social.

L'anarchie des esprits, la découvrirons-nous, avec de pareilles conséquences, dans l'ordre économique et social ? Gardons notre méthode et posons des faits.

Le premier qui s'impose à l'observateur et comme un fait massif, c'est la prolétarianisation de notre peuple : phénomène d'une ampleur, d'une extension indéfinie, continue, qui ne paraît plus en

voie de s'arrêter. Phénomène où il faut voir l'influence de notre vieil état économique et social trop uniligne, combiné avec la démographie de notre groupe et la structure géologique de la province. Fatalité d'un peuple à familles nombreuses mais trop uniformément paysan et fixé sur une terre d'étendue labourable trop limitée. Le malheur s'est précipité lorsqu'un développement industriel trop soudain et trop rapide nous a trouvés impréparés financièrement et techniquement. L'exploitation de ce que l'on est convenu d'appeler les « grandes ressources naturelles » de la province, (eau, mines, forêts), ne pouvait tourner pour nous qu'à la catastrophe. Notre rôle principal aura consisté à fournir la main-d'œuvre, et encore une main-d'œuvre non spécialisée, destinée aux bas échelons du travail.

On peut juger sévèrement l'aliénation ou la vente de la plus riche partie du patrimoine national. Il se peut qu'en ces transactions, l'avenir économique des 4/5 de la population de la province n'ait pas été le premier souci des politiciens de l'époque. Avaient-ils réussi à faire de nous d'aussi parfaits dépouillés qu'on l'a dit ? Trois ressources nous restaient : notre sol-culture, notre actif ou notre

pouvoir de consommateurs, notre épargne : facteurs qui nous eussent permis de prendre, dans la vie économique de la province, une position assez forte, non pour dominer peut-être, mais pour circonscrire l'action funeste des grandes concentrations industrielles ou financières, opposer un front solide au despotisme d'un capital trop étranger à nos idéaux nationaux. De ces trois moyens de défense qu'avons-nous fait ? Nous avons été lents à nous adonner aux réformes agricoles et à l'ouverture des terres neuves. Les vieilles terres, de rendement insuffisant, n'ont pas su garder leur population normale; quant aux terres neuves, nous n'avons pas su exiger des gouvernants qu'ils les rendissent accessibles en quantité suffisante; ni les unes ni les autres n'ont pu réparer, dans nos forces vives, les trouées meurtrières. Bien pis, contrairement à ce qu'ont fait de grandes nations fortement industrialisées — je me rappelle ce qu'en disait Lucien Romier dans le *Figaro* du 11 janvier 1941 — l'esprit public, chez nous, a cessé de voir en la paysannerie, la première base de l'économie nationale, et, dans l'« habitant », le premier fils de la patrie. Notre actif de consommateurs, dans une province où les Canadiens fran-

çais ont toujours formé l'immense majorité de la population, eût dû nous réserver une part imposante du petit et du grand commerce et, en raison même de ce marché, une égale part de la production. Notre épargne, conservée jalousement, centralisée vers des dépôts administrés par nous, aurait rendu possible l'établissement de solides institutions financières qui auraient opéré à notre profit. Au lieu de cette conduite de naturelle et moyenne sagesse, pratiquée farouchement par tous les groupes qui nous entourent, qu'avons-nous fait ? Nous avons cédé à qui voulût les prendre, et notre épargne et notre pouvoir d'achat. Nous les avons surtout éparpillés, avec une étrange préférence, dans les maisons d'en face. Les résultats ? Vous les avez sous les yeux. Tout ce qu'avaient construit les générations antérieures : institutions industrielles, commerciales, financières, nous échappent les unes après les autres, pour d'autres raisons sans doute, mais en grande partie, faute d'appuis, faute de clients, faute de collaboration entre compatriotes. Le prolétariat détruit, rétrécit à tout le moins, avec une régularité impitoyable, en quelque sorte mécanique, notre classe moyenne. Les habitants, les fils d'habitants, classe de patrons ou

de fils de patrons qui, il y a soixante-quinze ans, représentaient encore les deux-tiers de la population québécoise, s'acheminent vers le salariat et souvent vers le plus modeste salariat. Tout départ de la campagne implique presque invariablement une déchéance sociale. Le chômage de ces dernières années a terriblement avili notre prolétariat urbain. Nos lignes de force, ce que M. Montpetit appelle nos « trois bastions », la famille, la paroisse, l'école, en sont ébranlées. Poussez-vous plus outre l'examen ? Dans l'ordre moral et national, l'aboutissement des mêmes erreurs n'est pas moins déplorable. Le retournement contre nous des forces économiques a fini par entraîner la résignation du peuple à l'état de choses actuel. On considère comme un état normal la domestication d'une race, son établissement définitif dans la servitude économique. Les forces de l'esprit en reçoivent elles-mêmes un coup indirect mais combien pernicieux. Humilié malgré tout par le spectacle de sa misère autant qu'ébloui par la puissance et le succès des autres, le peuple ne croit plus que d'une foi qui va s'affaiblissant aux vertus de la culture française sous le ciel américain.

Dans le domaine culturel.

Ce domaine de la culture a-t-il échappé plus que les autres à l'anarchie de nos idées ? Allons toujours aux faits. J'ai devant moi une élite de jeunes gens. Vous avez étudié les littératures grecque, latine, l'histoire des peuples romains et grecs de la grande époque. Qu'avez-vous retenu de l'essence de ces magnifiques civilisations ? Ce que vous leur avez pris compte-t-il pour quelque chose dans les positions de votre esprit, dans sa tournure ou sa structure intime ? Vous avez étudié l'Histoire de France, la littérature française. Quel cas faites-vous de votre qualité de Français ? Quelles convictions sont les vôtres sur les valeurs de la culture française, je veux dire, sur ses valeurs d'humanisme, sa force vitale, toujours actuelle, pour la formation de la personnalité humaine ? Notre peuple serait-il justifiable de la garder comme culture de base, comme sa culture nationale, sans s'interdire, dans le milieu où il vit, un destin honorable ? Vous êtes nés Canadiens français; vous avez étudié l'histoire de votre nationalité, ses institutions politiques, religieuses, sociales, le cheminement glorieux et tragique de sa vie. Tout cela a composé l'atmosphère

où vous avez vécu votre enfance et votre jeunesse, le milieu dont vous tenez le meilleur de vous-mêmes. Quelle idée entretenez-vous sur notre entité historique ? À votre sens, la nationalité canadienne-française mérite-t-elle de vivre ? Mérite-t-elle la prolongation des durs sacrifices que jusqu'ici elle nous a coûtés ? Notez bien. Je ne demande pas ce que vous feriez devant une provocation. Je vous demande ce qu'en temps ordinaire vous pensez au fond de vous-mêmes et avec quelle force de conviction vous le pensez. Je ne m'inquiète pas non plus du sentiment de nos défaitistes qui, en la culture héréditaire et en notre être historique, ne sont pas éloignés de voir, comme lord Durham, des valeurs en déflation et d'irréremédiables facteurs de médiocrité. Mais ai-je tort d'affirmer que, sur ces fondements mêmes de notre vie, nos classes instruites, dans leur ensemble, — je ne m'en prends pas au petit peuple — ne possèdent que peu de convictions ou que des convictions superficielles ? Et s'il en est ainsi, à qui la faute ? En 1760 la France nous avait laissé une ardente poussée de vie française. Longtemps après la conquête, nous avons su *vivre français, penser français, créer français*. Quand

vous serez tentés de critiquer avec trop d'âpreté notre enseignement, ne le faites pas sans vous rappeler qu'à des dates aussi reculées que 1770 et 1790, nos pères demandèrent l'établissement d'universités avec régents venus de France et que l'un et l'autre de ces projets eurent les honneurs de l'inhumation dans la paperasse officielle. Le danger était, en effet, que, mal vivifiée par un enseignement devenu anémique et par une éducation nationale trop inconsistante, la poussée de vie française vînt à s'affaiblir en nous et à s'effondrer. Hélas, oui, un point mort s'est produit et devait se produire, que l'on peut retracer au lendemain de la Confédération, peut-être même un peu avant. À partir de ce moment, nous pensons et nous créons de moins en moins *français*. Le sens de la beauté paraît s'éteindre. Une sorte d'anarchie intérieure nous envahit. Comme une maison sans portes ni fenêtres, l'âme canadienne-française se laisse traverser et imprégner par tous les courants d'air empoisonneurs. Le peuple ne sait plus rien ou si peu que rien de son Histoire. Il barbouille avec une déplorable inconscience le visage français de sa province. Il incline vers la langue et la culture anglaises ou américaines.

La jeunesse, non plus, en son ensemble, ne sait ni n'aime son Histoire. Au témoignage de maints instituteurs, la jeunesse des écoles primaires d'aujourd'hui n'aime pas davantage l'étude de la langue maternelle. Nos classes bourgeoises, celles qui pourraient restaurer l'idéal populaire, sont, de toutes, les plus désaxées, les plus atteintes par l'indifférentisme national.

Suivez la marche implacable de notre mal intérieur. Après l'ignorance de nous-mêmes, le mépris de nous-mêmes. C'est dans l'ordre. Les Canadiens français ne se trouvent pas intéressants. Ils refusent de s'intéresser à eux-mêmes. Ils refusent de se reconnaître les notes constitutives d'une nation. Ils nient l'existence, au Canada français, d'un terroir culturel et voire la possibilité d'y créer ce fonds spirituel. Lisez là-dessus l'enquête de l'*Action nationale* sur le problème d'une culture canadienne-française. La plupart de nos chefs de file intellectuels professent un pessimisme amer, voisin du défaitisme. Nos autorités scolaires paraissent plus empressées de pousser la jeunesse vers l'étude de la langue anglaise que vers la langue maternelle. En ces derniers temps, elles ont accru, dans les program-

mes scolaires des écoles de campagne, la part faite à la langue seconde. L'occasion eût semblé opportune de recommander plus fortement le culte de la langue et de la culture ancestrales. Nous avons la douleur de constater que nos autorités scolaires n'en ont rien fait. Un manifeste signé par quelque deux cents cinquante noms de fort honnête qualité et qui réclamait une éducation nationale plus à point, n'a éveillé que de faibles échos. Jeunes gens, vous avez entendu le roi, la reine, le comte Athlone, le premier ministre du Canada, M. Mackenzie King, nous exhorter à rester nous-mêmes, à nous constituer, en notre pays et en Amérique, les champions de la culture française. Combien de nos propres chefs osent nous tenir pareil langage et savent le faire avec le même accent ?



### Conclusion.

Reprenons, rassemblons tous ces faits d'ordre politique, économique, social, culturel. Autorisent-ils une conclusion ? Une cause nous apparaît, ce me semble, non pas explicative de tout, non pas responsable de tout, mais active, présente partout.

N 17 ✓  
Dans notre histoire de ces derniers quatre-vingts ans, enlevez-la par hypothèse; faites qu'elle n'ait pas agi et, sans doute, avec elle, ne disparaîtra pas tout le mal dont nous souffrons; mais ce mal, nous verrons qu'il eût été possible de le circonscrire et de l'atténuer. Vous me demandez quel est le plus grand malheur des Canadiens français? Je vous répons: leur indigence d'esprit national. Quoi de plus pauvre que la substance de leurs concepts collectifs? Ils ne savent qui ils sont. Ils ignorent les valeurs de leur culture originelle; ils ignorent leur être historique; un voile leur dérobe la grandeur de leur destin. Sans rien de solide sur quoi se centrer, pour tout lien de solidarité un fil plus ténu qu'un fil d'araignée, comment ne seraient-ils pas en proie à tous les agents de désintégration?

Pour justifier ce diagnostic, repassons les divers domaines où nous avons relevé l'un après l'autre, nos malaises ou nos malheurs.

En politique, par exemple, l'esprit de parti aurait-il pu se développer si pernicieusement et presque sans obstacles, s'il avait trouvé, dans l'âme de notre peuple, un contrepoids de quelque consistance? Si les idées de patrie, de nationalité, de cul-

ture, idées de rassemblement et de fraternité, s'étaient imposées avec leur force toute-puissante, l'esprit de division aurait-il pu poursuivre, au sein de la nation, autant qu'il l'a fait, ses fins individualistes et son œuvre d'égarément ? Si nous sommes en train de laisser fausser contre nous l'esprit et la nature du pacte confédératif, n'est-ce point parce que nous faisons trop bon marché de notre réalité française, des droits de notre province, de l'avenir et de l'âme de notre nationalité ? N'est-ce point parce que nous ignorons trop le sens de notre Histoire depuis 1760, cette ligne tenace qui, de 1774 à 1867, dessine l'héroïque effort d'un petit peuple pour gagner le droit de vivre dans la liberté ?

Si, dans le domaine économique, les Canadiens français ont pratiqué si peu de prévoyance, un si léger esprit de solidarité, ne serait-ce point que, trop étrangers au sentiment national, à la réalité « nation », ils n'ont aperçu, de l'un à l'autre, aucun lien, aucun rapport de quelque conséquence ? Des précurseurs comme Errol Bouchette, comme Edouard Montpetit à ses débuts, ont pris, en leur temps, figures d'esprit plus ou moins chimériques. Ils sont restés des isolés et des incompris. Je l'ai

rappelé bien des fois : il y a vingt-cinq ans, les idées régnantes dans notre petit monde d'affaires, se réduisaient à cette formule que reprend aujourd'hui l'école de la trahison : « Ne mêlons pas le patriotisme et les affaires ». Pour démontrer l'insouciance ou le neutralisme national de nos classes d'affaires et de politique, il suffit de faire observer qu'une révolution économique a pu s'accomplir, chez nous, qui détruisit notre équilibre social, sema d'infinis dégâts, sans que ces classes, quelques rares individus exceptés, se soient émues ou troublées, se faisant même le plus ordinairement les complices et les auxiliaires de la révolution. Que dis-je ? Les propos de tout à l'heure, notre bourgeoisie les proférait sans même se douter qu'elle savait à sa base notre droit d'existence comme nation. Car on ne saurait trop le répéter : le droit d'une nation à la vie se fonde sur son aptitude à vivre, à se créer des moyens d'existence normale. Une nationalité qui se révèle impuissante à se ménager le premier soutien de toute culture — le soutien matériel — qui se donne même l'air d'y renoncer, cette nationalité-là n'a pas le droit de prétendre à la survivance.

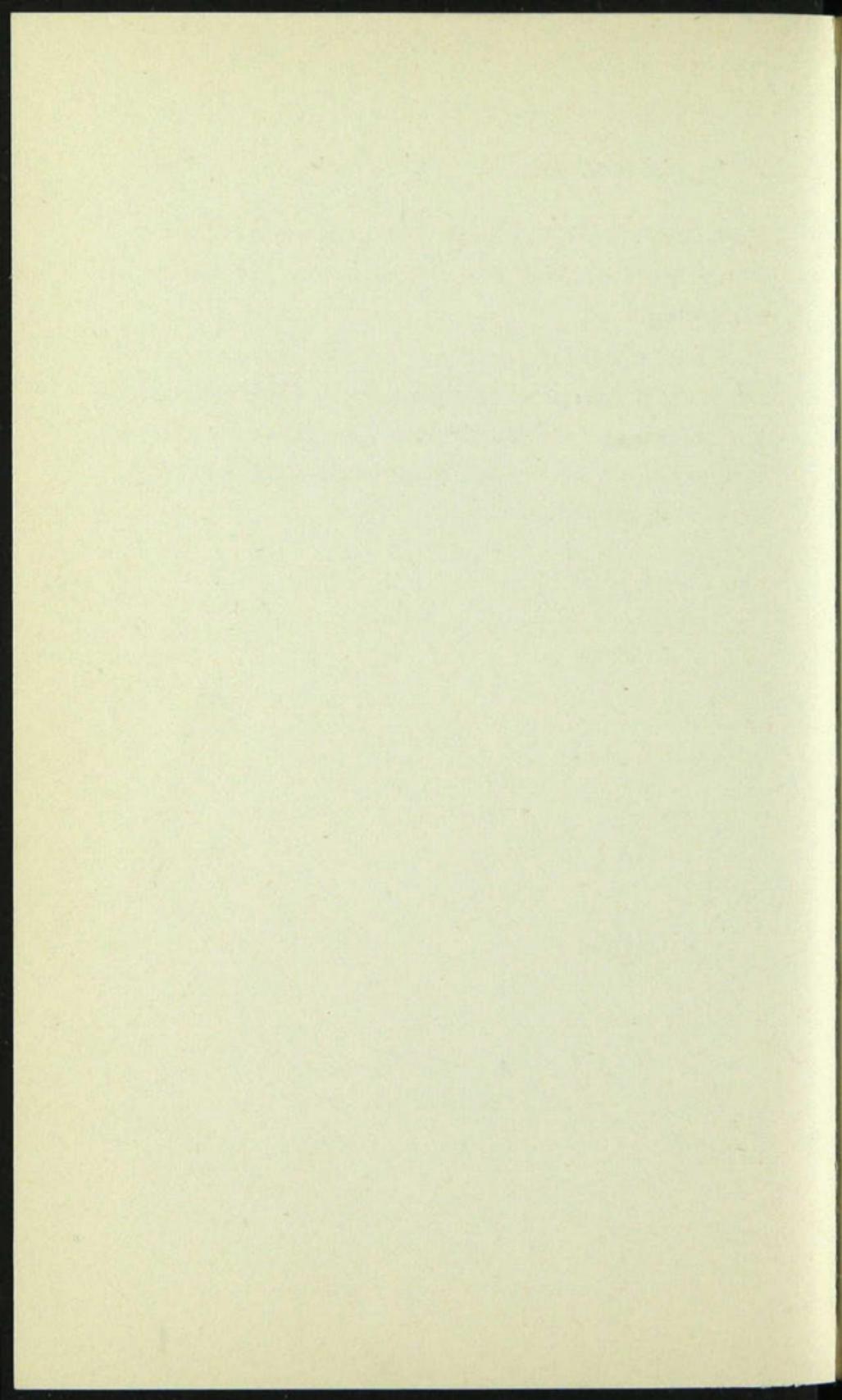
Si enfin, dans le domaine culturel, nous avons cru à notre culture, à sa modernité, à sa vertu tou-

jours féconde, croyez-vous que nous n'aurions pas su animer tout notre enseignement d'un esprit plus constructif ? Nous lui aurions demandé davantage, non seulement nos forces de résistance, mais les énergies positives qui font aux peuples leur vigoureuse personnalité. Patrimoine historique, langue, culture, traditions, terre natale, destin français, tous ces liens qui attachent les hommes et font les nations, eussent été, pour notre jeunesse, des mots pleins, des réalités qui l'eussent passionnée. Nos facultés des lettres ne seraient pas restées, malgré qu'elles en aient, les plus pauvres, les plus inorganiques de nos universités : facultés de luxe auxquelles les budgets de notre enseignement supérieur chicanent la part du parent pauvre. Notre enseignement historique n'y serait pas resté muet pendant un demi-siècle, avec cette conséquence que nous en avons presque perdu de vue la ligne de notre vie. Pour tout dire — et c'est bien là le symptôme le plus tristement révélateur — nous ne serions pas l'un des peuples du monde qui vibrent le plus rarement de la passion nationale. Votre génération n'a même pas eu, comme la mienne, la grande voix d'un Bourassa, d'un La Vergne, d'un Lamarche,

pour la remuer jusqu'aux intimes profondeurs. Ses grandes émotions collectives, — et quelles émotions ! — notre peuple ne les éprouve plus, hélas, qu'au pied des tribunes électorales. Thierry-Maulnier disait à Paul Péladeau (*On disait en France*, pp. 51-52) : « Dans la France moderne, on remarque un potentiel de forces comparable à celui des plus grands siècles de son histoire. Mais ce potentiel, cette vitalité demandent, — pour que la France donne la vraie mesure de son génie, — des leviers, des canaux, des routes. Bref, il lui faut une *organisation* qui lui permette d'agir efficacement. Mais, c'est précisément ce qui manque à notre pays. À l'heure actuelle, la France manque des moyens capables de coordonner ses forces vives. Grave déficience, car elle engendre, chez les individus, un manque de discipline, un esprit de liberté, un complexe d'infériorité devant les autres nations où chaque homme, chaque jeune surtout, a l'impression qu'il rend des services considérables à son pays. Chez nous, le peuple se sentant des forces vives, un patriotisme ardent, et voyant tout cela inexploité, croit que son pays est fort mal *organisé*. Il doute alors de sa puissance et, ce qui est

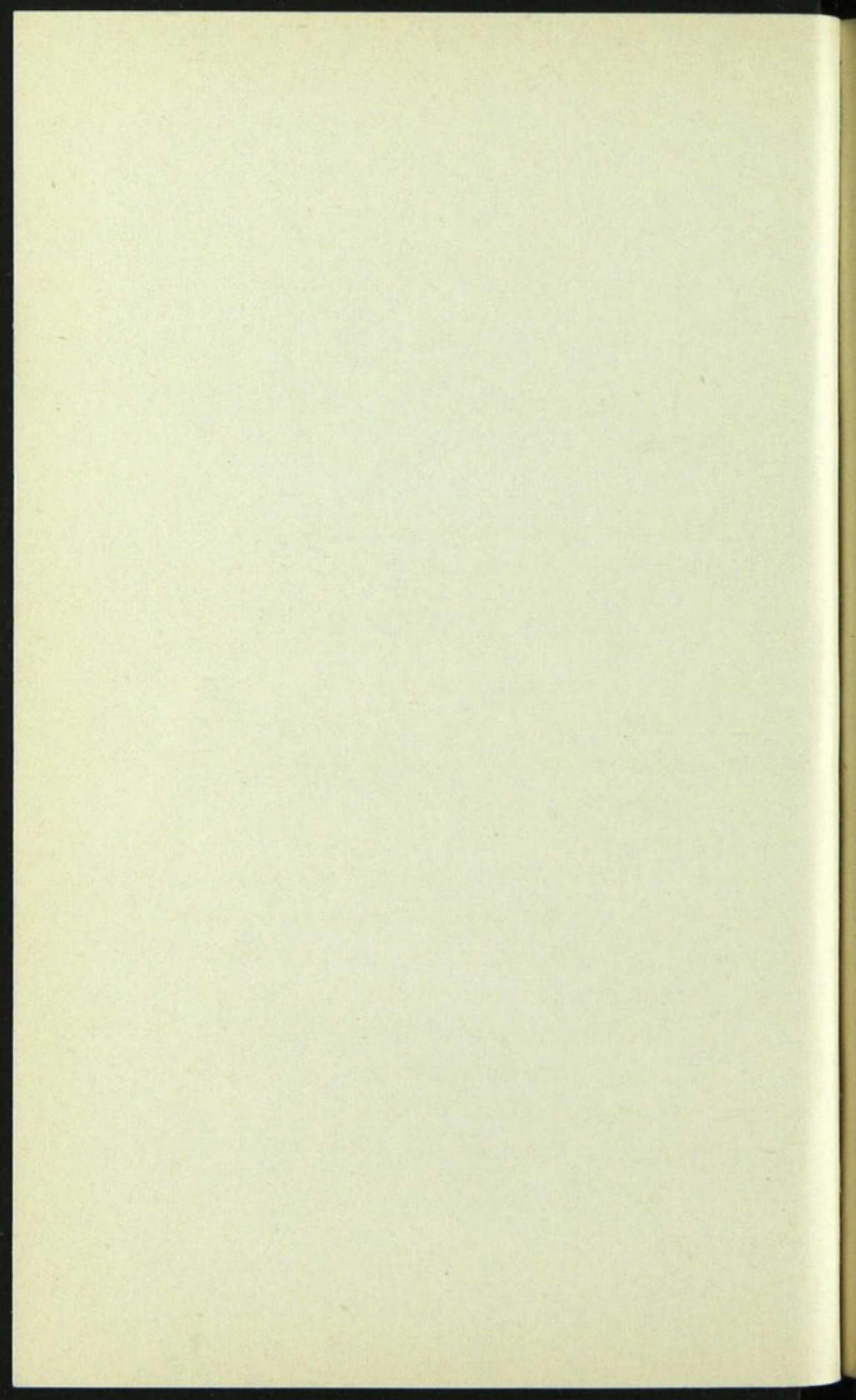
plus grave encore, il impute cette absence d'*organisation* méthodique à sa culture, à son éducation, à son sang ».

Cette misère insigne, cette paralysie morale, tout cela n'est-il pas aussi de chez nous ? Ce n'est pas de richesses spirituelles, de forces en puissance que nous manquons. Il nous manque de connaître ces forces et de les utiliser.



VERS L'AVENIR





## Vers l'avenir

•

L'analyse faite de nos maux et de nos lacunes, tournons-nous vers l'avenir. Est-ce chimère, est-ce folie que de croire à cet avenir par un redressement ?

Entendons-nous sur une réalité première, fondamentale. Sommes-nous une nation ? Nos pères se seraient-ils fabriqué un mythe, auraient-ils été le jouet d'une opinion prétentieuse ? Il est pénible d'avoir à se poser de pareilles questions. Mais questions fondamentales, ai-je dit. Car si nous ne sommes pas une nation, au nom de quoi parlons-nous de survivance nationale ?

Nation, nous l'étions, au sentiment de M. Bovey, dès 1760. Je lis, en effet, dans *Canadien* : « Tout d'abord, que sont les Canadiens-Français ? Constituent-ils un peuple, ou n'en représentent-ils qu'une partie ? D'innombrables conférenciers se sont évertués à soutenir l'un ou l'autre de ces points de vue . . . Le tort de ces discoureurs est assurément de méconnaître certains faits dont le moins important n'est pas que les Canadiens-Français

constituaient une nationalité homogène bien avant l'arrivée des Anglais au Canada et d'oublier que rien n'est survenu depuis qui ait modifié cette situation . . . »

Je vous renvoie, comme j'en ai renvoyé d'autres — ceux qui ont le goût des palabres byzantines —, au préambule de l'*Acte de Québec*. Cet *Acte* de 1774, législation exceptionnelle, l'une des plus extraordinaires qu'ait jamais votées le parlement impérial, par quel motif si puissant l'a-t-il prétendu justifier ? La Proclamation royale de 1763 et le régime oppressif, issu de la Proclamation, nous dit le législateur, « ont été trouvés incompatibles avec l'état et les circonstances où se trouvait ladite province dont les habitants, à l'époque de la conquête, formaient une population de soixante-cinq mille personnes professant la religion de l'Église de Rome et jouissant d'une forme de constitution stable et d'un système de lois, par lesquelles leurs personnes et leurs propriétés avaient été protégées, gouvernées et régies pendant de longues années, depuis le premier établissement de la province du Canada ». Texte déjà impressionnant, mais qui le devient davantage si l'on tient compte que ce préambule de l'*Acte de Québec*, reproduit

presque mot pour mot l'avis de deux grands juristes de la couronne, avis qui remonte à 1766 : « Il est essentiel d'en agir ainsi à l'égard du Canada », opinèrent Wm de Grey et C. Yorke qui voulaient conserver ses lois à la nouvelle conquête, « parce que c'est une ancienne et grande colonie depuis longtemps peuplée et cultivée, surtout par des sujets français qui s'y trouvent aujourd'hui au nombre de quatre-vingt à cent mille ». On voit donc ce qui a frappé le conquérant dès le lendemain de la cession. Il s'est heurté ici à un fait considérable, indestructible : le fait français. Et si, en 1774, il n'a pas cru possible de fouler aux pieds les lois et la foi de la colonie, c'est, il l'avoue équivalement, qu'il s'est trouvé en présence d'une nationalité et qu'on ne bouscule pas une nationalité comme on ferait un groupe humain inorganique. Nous, une nation, toute notre histoire, au moins depuis 1760, nous fournit de ce fait ou de cette vérité, l'éloquente proclamation. Car enfin voici un petit peuple de quelque 70,000 âmes, peuple de gueux, placé tout à coup en face du plus puissant des États modernes. Mais en 1764, dès lors que se dessinent les premières tentatives d'oppression, quel est son comportement? Cède-t-il? Baisse-t-il la tête? Il engage

la lutte sur tous les fronts : foi, lois, langue, traditions, liberté civile et politique. Pendant cent ans il imprime à son histoire la même ligne inflexible, n'y marque d'autres pauses que celles de ses victoires grandissantes. Eh bien, la seule vigueur de cette réaction, qu'affirme-t-elle autre chose, sinon le premier élément de la nationalité : un vouloir-vivre collectif ? Et qu'atteste la persévérance de cette même réaction, si ce n'est cet autre élément de la nationalité : la conscience d'un patrimoine historique et spirituel à défendre ?

#### Le redressement dans le domaine politique.

Nation, nous avons le droit à la vie. Nous avons droit à la vie d'une nation. Cette pleine vie, par quels redressements l'obtenir ? Dans le domaine politique, deux obstacles apparemment insurmontables barrent le chemin à toute réforme : le suffrage universel, la dictature financière. Le premier choisit mal les représentants du peuple ; la seconde les avilit. C'est le cycle infernal. Quel est l'avenir des démocraties ? Il ne leur suffira pas de gagner la guerre pour durer. Maritain l'a démontré : leur pire ennemi gît en elles-mêmes, dans la fausse philosophie politique et sociale qui les parasite, les

isole de la vie profonde du peuple, les désintègre inexorablement. Faut-il laisser les choses aller comme elles vont, attendre la réforme des seuls événements, ces maîtres souverains où Dieu se plaît à montrer sa main ? Deux conjonctures historiques peuvent s'offrir : une terrible, une suprême catastrophe nationale qui ferait rebondir le jugement collectif, purifierait l'esprit politique et, en quelques semaines, rendrait possible la réforme rédemptrice ; ou, cette réforme, l'attendre du long corps à corps des puissances du bien et du mal, à travers d'interminables tâtonnements, des essais toujours avortés, où souvent l'on ne sait plus qui l'emportera. De jeunes croyants qui répudient tout fatalisme historique, voudront songer à des réformes structurales de l'État. Mais lesquelles ? Et par quelle voie ? Par une extension du suffrage familial ? Par un rôle toujours croissant des chambres corporatives ? Graves sujets d'étude qui s'imposent à vos esprits. Travaillez sur du positif, du concret. Vous pourrez ridiculiser, autant qu'il vous plaira, les partis et l'esprit de parti ; contre eux, et c'est besogne facile, vous aurez beau accumuler des montagnes himalayéennes de sarcasmes ; vous n'aurez

rien gagné ou si peu que rien contre la formidable coalition de cupidités que le parti suppose et dont il vit, aussi longtemps que vous ne l'aurez pas combattu, miné du dedans, par la réforme de la conscience collective et, en particulier, par la substitution de l'esprit national à l'esprit d'oligarchie ou de clan. Faire cesser le divorce entre le pays *légal* et le pays *réel*; réintégrer le national dans le politique; aux fins égoïstes du parti, aux ambitions de la dictature financière, — ces calamités jumelles — substituer le souci collectif, une politique de bien commun, la tâche n'est pas au-dessus des forces d'une élite qui saurait prendre tous les moyens d'agir sur l'opinion. Pour le reste, ne vous hâtez point. Résistez aux invites trompeuses d'une action électorale prématurée. Le tort des partis de réforme, ce fut presque toujours, dans le passé, de se jeter dans la lutte avec des chefs généreux mais trop improvisés, puis d'aller demander un suffrage national à un électorat qui n'avait rien de national. L'issue habituelle de ces aventures, c'est de faire le jeu des aventuriers politiques. Pour ces mêmes raisons, ne rêvez pas prématurément d'un parti canadien-français à Ottawa. Faire une

politique de parti à Québec et prétendre faire une politique nationale à Ottawa, c'est courtiser une utopie géante. Comptez davantage sur les facteurs qui ne trompent point : le travail, le talent. La richesse comptera moins après la guerre. La démocratie parlementaire aura plus de chances d'échapper à la corruption des grands riches qui ne seront plus de grands riches. Que, pour éviter de mourir, la démocratie accepte de considérables réformes de structure ou qu'un vent de révolte balaie la charpente pourrie, les hommes de talent qui seront aussi des hommes de volonté, auront à jouer un rôle exceptionnel, soit pour empêcher la révolution sociale, soit pour réorganiser l'État en faillite.

D'autres brouillards, je le sais, pourraient fausser toute votre action politique. Dissipons-les. Comment répartir vos devoirs à l'égard de votre province, à l'égard de l'État fédéral et de ce que l'on appelle la patrie ou le pays canadien ? Sur ce sujet, l'on a accumulé comme à plaisir équivoques et confusions. Commençons par nous entendre sur quelques vérités, vérités sur lesquelles je sais être d'accord moi-même avec les philosophes et les théologiens les plus intelligents de chez nous. Dans

l'ordre actuel des choses, en notre univers si lié, nulle entité humaine, nul milieu national ne sauraient procurer à leurs ressortissants tout le bien possible, je veux dire la somme de bien normale exigée par le bien commun. Nul groupe politique ou national ne peut donc se dispenser de collaborer avec le reste du monde; à plus forte raison la collaboration est-elle impérative à l'intérieur d'une Confédération. Le préambule de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* nous avertit, du reste, qu'en 1867, les quatre provinces de Québec, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse ne se sont fédérées que pour le profit de cette collaboration. Motif qui marque la fin et les limites de cette sorte d'associations politiques. Pourquoi, en effet, des États forment-ils ces sociétés? La souveraineté restreinte qui devient leur partage, n'a rien d'un idéal absolu. De par nature, tout État aspire à l'indépendance, à la souveraineté. Autant dire que si l'on consent des sacrifices de souveraineté, l'on ne s'y résigne point par pur désintéressement, mais pour la compensation ou pour le bénéfice qu'on espère retirer de la fonction de l'État central et de la collaboration des associés.

En d'autres termes, ce qu'on recherche, en se fédérant, ce n'est pas une vie diminuée; c'est un plus haut sommet de prospérité.

Il suit de là que ni l'État central ni aucun autre État de la Confédération ne peuvent exiger du Québec — et le principe vaut pour toute province — une collaboration qui affecterait notre bien commun. Encore moins peuvent-ils nous demander des sacrifices qui saperaient les bases de l'entente de 1867 ou qui pourraient compromettre notre survivance politique ou culturelle. Notez qu'au jugement de M. P.-B. Mignault, la constitution fédérative fait à la province de Québec, pour ce qui est de ses institutions juridiques, une situation privilégiée. Déjà garanti par l'*Acte de Québec*, notre droit civil français l'a été de nouveau par l'article 94 de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique*. En outre, le parlement fédéral qui s'est réservé le droit d'uniformiser le droit civil de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, s'est interdit de toucher au droit civil de la province de Québec. Tout sacrifice de l'autonomie provinciale revêt donc, pour nous, une particulière gravité. Au surplus le bien commun de chaque État

provincial est un bien inaliénable. Quand ce bien est cherché dans les limites de la justice constitutionnelle, nulle puissance au Canada n'a le droit d'y contrevenir. Notez encore que l'État central n'est pas un État de pouvoir absolu, de droits illimités. Tout comme l'État provincial, l'État central trouve ses limites dans la constitution. Sa tâche n'est pas de travailler à se constituer un bien propre, une situation en perpétuel devenir par empiétements sur les droits des provinces; sa tâche en est une de coordination. Il a pour devoir de surveiller un ensemble d'intérêts généraux déterminés par la constitution; il prépare certaines conditions, surtout d'ordre économique, qui aident les parties composantes de la fédération à trouver plus efficacement leur bien propre.

Cet exposé appelle quelques autres conclusions. L'on doit culte et piété à qui l'on doit de la vie, a dit saint Thomas, et dans la mesure où l'on doit de la vie : à Dieu d'abord, puis aux parents, puis à la patrie. Dans la hiérarchie des sentiments patriotiques, notre premier, notre plus haut sentiment d'amour doit donc aller, pour ce qui nous regarde, Canadiens français, à notre province de Québec,

vieille terre française, issue de la Nouvelle-France, terre qui, plus que toute autre portion du Canada, a été pour nous, source de vie, milieu générateur par excellence. Pour toutes ces raisons impératives, j'ajoute qu'au Canada, tout comme l'on se doit à son pays avant de se devoir au Commonwealth, chacun se doit à sa province avant de se devoir à l'État central et au tout canadien. Notre bien commun dépend, pour une part, de l'État central; il dépend d'abord et principalement de l'État provincial. En outre, c'est encore saint Thomas qui nous l'enseigne : la partie doit rechercher *immédiatement* son bien propre et *médiatement* le bien commun. Bien plus, c'est en recherchant son bien propre que la partie concourt au bien commun. Inversement, dirons-nous en forme de parenthèse, l'État central doit travailler *immédiatement* à son œuvre d'unité et de coordination, et *médiatement* au bien des provinces. Mais alors, et si telle est la doctrine, d'où nous vient donc cette pusillanimité à nous affirmer Canadiens français et à nous comporter comme tels? Et qu'elles sont puériles les équivoques par lesquelles on s'en laisse imposer ! Pour les uns, être de sa nationalité, de sa culture, de sa province,

l'être aussi vigoureusement que possible, n'irait pas sans quelque refus de collaboration avec l'État central ou le reste du pays, voire sans arrière-pensée d'isolement et de séparation. Pour d'autres, encore plus outrés, le Canadien français total ne peut être rien d'autre qu'un anticanadien. Quelle déformation de l'esprit politique ! En confédération le provincialisme n'est pas une insurrection contre l'État central. C'est l'attitude la plus légitime; c'est une attitude constitutionnelle. Le mal, ce n'est pas de nous occuper de nos affaires premièrement, ni même principalement; ce serait de nous en occuper exclusivement. Ce n'est pas de nous replier sur nous-mêmes; ce serait de rester sur notre repliement. Or avons-nous commis, autant qu'on nous en accuse, le péché d'isolement ? Relisez là-dessus, dans *Regards* (mars 1941), un article de Léopold Richer qui nous venge abondamment de l'accusation. On nous reproche de trop peu savoir ce qui se passe dans les autres provinces ! Mais ces « autres », que savent-ils de ce qui se passe dans la nôtre ? Encore une fois, ne renversons pas l'ordre des choses. De même qu'une nation sert, comme elle doit, l'ordre international, non en se faisant

internationaliste, mais bien plutôt en mettant au service de l'ordre international, une entité nationale, saine, vigoureuse, en état de fournir à la symphonie universelle une note d'originalité, ainsi nous ne serons de bons Canadiens qu'en étant d'abord de bons Canadiens français. Toute autre attitude peut paraître aux naïfs de la largeur d'esprit; ce n'est que folle condescendance, mièvre débonnairété, perte de temps, trahison de soi-même, de sa culture, de sa province et, en définitive, trahison de son pays.

#### Le redressement dans le domaine économique.

En ce domaine nous avons vu que le mal est encore plus dans les esprits que dans les choses. Il n'est même à ce point, dans les choses, que parce qu'il est trop dangereusement installé dans les esprits. La première réforme serait donc de nous refaire, comme le commun des peuples, un bout de philosophie sur le rôle de l'économique dans la vie nationale. Répétons-le : une nationalité qui prétend vivre, doit démontrer son aptitude à la vie. Point d'autre fondement de sa prétention ou de son droit. Or ces lieux-communs contiennent tou-

jours leur vérité : point de liberté politique, point d'équilibre social, sans une certaine autonomie économique. Point de vie de l'esprit sans les assises matérielles de la culture.

La seconde réforme s'adresse au facteur homme, ou à ce que l'on appelle le capital humain. Ce facteur exige, ce me semble, une double préparation : morale et technique.

A) *Préparation morale.* Tout redressement, en quelque domaine que ce soit, doit prendre son point d'appui en des forces de l'ordre spirituel. Commençons par arracher notre petit peuple à son renoncement fataliste, à sa résignation à la servitude. Persuadons-le que sa situation présente n'a rien de naturel ni de normal; qu'il n'est sain, pour aucun peuple, ni selon la justice qu'on se doit à soi-même, de laisser à d'autres les leviers de sa vie économique. Insufflons-lui, à l'état de passion, la volonté de faire disparaître ce désordre, de redevenir le maître dans sa province, de préparer, en tout cas, l'émancipation progressive des siens. À cette fin, vulgarisons dans l'enseignement, un peu partout, par tous les moyens de la propagande, les étroites relations de l'économique et du social, de l'économique

et du national, de l'économique et du moral et du religieux.

B) *Préparation technique.* Insisterai-je sur la nécessité de cette autre préparation ? Nous avons été vaincus sur le champ de bataille économique, non seulement par l'impréparation morale, mais aussi par l'impréparation technique. Cette déficience nous a fermé les hautes avenues du travail; et c'est par elle que le prolétariat nous a tant avilis. Y a-t-il des raisons pour que la main-d'œuvre canadienne-française, comparativement à la main-d'œuvre des autres groupes ethniques au Canada, compte indéfiniment le plus grand nombre d'impréparés techniques ?

Une conquête économique exige des chefs. Ces chefs, à nos grandes écoles commerciales de nous les donner. Elles devront cesser de ne préparer que des commis, — fût-ce de grands commis, — pour les capitaines de la dictature financière. J'en sais une au moins qui s'acquitte de sa mission. Que les autres l'imitent. Que toutes s'efforcent de former des initiateurs, de grands techniciens, des chefs d'entreprise, des jeunes hommes qui aient l'ambition d'être leurs propres maîtres, de jouer leur

propre rôle dans la finance, l'industrie, le commerce de leur province et de leur pays. Qu'elles leur inspirent l'esprit social et national qui les inclinera à travailler pour la collectivité tout en travaillant pour eux-mêmes. Qu'elles redonnent, pour tout dire, à la vie économique canadienne-française, ce qui lui manque affreusement et depuis si longtemps : une classe dirigeante, une bourgeoisie qui ne soit plus satisfaite de vivre en marge de la nation.

Quant à la formation de notre main-d'œuvre, pensez à un organisme d'orientation qui s'appliquerait à diriger les enfants vers le métier conforme à leurs aptitudes. Et pourquoi pas ? Un fils d'ouvrier, de pêcheur ou de bûcheron, n'a-t-il pas le droit d'être dirigé vers sa spécialité technique autant qu'un fils à papa vers telle ou telle faculté de l'Université ? Pensez encore aux enfants des milieux ruraux, aux fils des paysans où souvent un seul peut prétendre à s'établir sur la terre. Qui s'occupe des autres ? Qui s'inquiète du gaspillage de ces jeunes énergies ? Il faudrait diriger vers les écoles moyennes d'agriculture, vers les terres inoccupées, vers les régions de colonisation, ceux qui

ont l'irrésistible vocation agricole; orienter les autres vers les écoles techniques, vers les écoles commerciales, vers les collèges classiques. Encore une fois qui s'occupe de cette orientation ? Où est l'organisme qui pourrait s'en charger ?

Pensez aux enfants des villages, à ces adolescents, à ces jeunes gens que les occupations ou les métiers régionaux ne pourront absorber. C'est parmi ceux-là surtout, autant que parmi les fils des paysans, que les villes viennent prélever leur proie. Quelle préparation ces émigrants emportent-ils avec eux ? Et cette préparation où la pourraient-ils trouver ? Pensez encore aux enfants des pays d'industrie spécialisée : pays de pêche (Côte-Nord, Gaspésie), pays de bois (Laurentides), pays de mines. À tous ces jeunes Canadiens français, que peuvent bien offrir leurs écoles, de vraiment original, de spécial à eux, de préparation immédiate ou adéquate à la vie ? Un moment de réflexion vous apprendra que la misère de notre jeunesse est immense et qu'il y a réforme plus pressante et plus vitale que de lui apprendre plus d'anglais. Ceux qui parlent d'école réaliste, d'adaptation scolaire, pourraient peut-être s'aviser que l'adaptation urgente,

pour un enseignement, consiste moins à s'adapter aux exigences du voisin ou de l'entourage, qu'aux facultés et aux aptitudes des enseignés et aux exigences de leur milieu immédiat. D'ailleurs rien ne vaut pour s'adapter comme de se centrer sur soi-même ou de se replier sur ses vertus ou ses énergies profondes. On s'adapte alors pour s'enrichir, et non pour subir et se désintégrer. En résumé, retenons cette consigne ou ce suprême souci qui valent pour les parents, les éducateurs, les dirigeants politiques : éviter tout gaspillage de notre capital humain, faire rendre à chaque homme son plus haut rendement.

C) *Tâches prochaines ou espoirs immédiatement accessibles.*

Avant tout, ressaisir, restaurer la famille, lui faire des conditions de vie qui remettent en honneur la natalité. La famille nombreuse existe, je ne vous l'apprends point, là seulement où le respect des lois morales s'allie à un régime économique qui assure aux parents le placement facile de leurs enfants. C'est un déshonneur et c'est un désordre intolérable qu'en un pays jeune, riche, et que l'on dit catholique, ce régime économique fasse souvent défaut. Un chauffeur de taxi me disait crûment,

après une bénédiction de mariage où j'avais prêché leurs devoirs à des jeunes mariés : « A-t-on le droit de faire des enfants pour les jeter dans la misère ? »

Vous est-il permis de songer à la grande industrie ? Vous savez ce qu'elle exige : capitaux, techniciens, marchés. Sommes-nous de taille à nous y livrer ? Inscrivez-vous aux conférences qui se donnent, depuis deux ans, à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal, sous la direction de M. Esdras Minville, et qui ont pour thème général : *Notre milieu*. Sur notre problème économique et social, je ne sais si l'on a jamais offert à notre public, études plus opportunes, conçues avec plus de méthode et d'objectivité. Ces études vous laisseront de l'espoir pour les entreprises un peu vastes ; elles vous enlèveront toute illusion. Je sais : on me citera des entreprises, des chantiers de construction où nous avons réussi, où des hommes énergiques tiennent le coup. Pensons à la grande industrie, comme à un but suprême où, avec le temps, après des changements de méthode, une meilleure utilisation de nos ressources, parviendront les plus aptes, les plus volontaires. Le plus pratique sera de nous mesurer à des tâches plus proportionnées à nos

forces actuelles. Travaillons à nous *déprolétarianiser* le plus possible et le plus vite possible : en gardant et en fortifiant nos positions dans l'agriculture; en nous donnant activement à la reprise des ateliers familiaux ou patronaux, des petits métiers, des petites industries, des petits commerces. Il n'y a pas de raisons fatales pour que la cordonnerie, par exemple, les restaurants, les épiceries soient si largement passés à d'autres.

Utilisons au maximum notre puissance d'achat, par l'achat chez nous et, en particulier, par le moyen de la coopérative de consommation. J'ai déjà dit ailleurs la valeur extensive de la formule coopératiste. Nous constituons, en cette province, les quatre cinquièmes des consommateurs. Rien qu'à retrouver un peu d'esprit, quelle quantité immense d'objets de commerce nous pourrions manipuler ! Par une simple liaison de ce commerce à notre production, que d'industries en vingt-cinq ans nous pourrions faire surgir et qui seraient à nous ! Resaisissons notre épargne par les caisses populaires; fédérons ces organismes de dépôt et de crédit. Nous finirons par découvrir que l'une de nos pires misères n'est pas tant le manque de capital que l'éparpillement de notre capital.

Enfin tirons profit des valeurs touristiques de notre province. Le tourisme ne nous fait pas que du bien. Au moins importe-t-il que nous en tirions quelques compensations. Les valeurs touristiques de la province de Québec ne lui viennent pas de ses monuments d'art; nous avons peu d'églises, peu d'édifices, peu de statues montrables. Nos valeurs touristiques consistent en quelques beautés naturelles, en quelques beaux paysages, mais principalement dans le « fait français », dans les vestiges de notre passé historique, dans les survivances françaises qui font l'originalité de la terre québécoise. Le tourisme met de l'argent surtout dans la poche des petites gens. Enseignons-leur à ne pas saboter l'une de leurs richesses, mais à faire ressortir, dans son intègre beauté, le visage français, l'essence propre de leur province.

#### Le redressement dans le domaine culturel.

Dans ce domaine comme dans les autres, le redressement exige la possession de quelques convictions ou idées fortes. Je les ramènerais à deux : 1° convictions sur les valeurs vitales de la culture française; 2° convictions sur la valeur, les apti-

tudes à vivre de l'entité ethnique canadienne-française. La culture française possède-t-elle assez d'énergie créatrice, voire assez de modernité, pour organiser puissamment la vie intérieure d'un peuple d'Amérique, lui constituer, dans la masse niveleuse, une victorieuse originalité ? Le petit Canada français a-t-il amassé, au cours de son histoire, un fonds spirituel assez riche, pour tout dire ce minimum d'âme qui fait les milieux générateurs, capables d'assurer aux hommes qui y naissent une suffisante personnalité ? Je pourrais poser la question d'autre façon. Le Canada français possède-t-il assez de cohésion moléculaire, assez de vigueur interne, pour tourner en sang et nourriture sa culture originale et atteindre aux plus hautes formes de civilisation ? Hors ces convictions préalables, au nom de quoi et par quoi songer à la survie ?

Pour les valeurs vitales de la culture française, vous n'êtes pas embarrassés de répondre, quand la France défaite est déjà la France du relèvement et qu'elle reste le premier foyer intellectuel du monde. Embarrassés, le serez-vous davantage pour le potentiel de vie de notre Canada français ? Le malheureux chancelier Schaussnigg disait, paraît-il, de

la petite Autriche, qu'elle fournissait une base trop étroite, un fonds trop pauvre au développement d'une culture nationale. Gardez-vous de penser de même de notre petite patrie québécoise. Nous refusons de nous trouver intéressants. Nous intéressons tout étranger cultivé qui nous visite. Nous n'aimons pas notre histoire. Les Anglo-Canadiens, les Américains instruits en raffolent. Quand on me demande une bibliographie sur un point ou sur une période quelconque de notre passé, mon premier étonnement est d'y constater la part prédominante qu'y tiennent presque toujours les études ou les ouvrages en langue anglaise. L'activité culturelle a déjà existé chez nous. Pendant cent ans après la conquête, nous avons fait la preuve que nous restions capables de faire acte de Français, de créer français, au moins dans quelques domaines. Au-dessus de tout, j'aperçois notre réussite politique, accomplie au premier chef pour des fins nationales. Cette réussite, je la rappelais tout récemment au Père Delos. Je lui dessinais notre superbe et persévérant effort de libération de 1760 à 1867, cette ligne ascensionnelle, sans brisure, qui a fixé la ligne de notre histoire pendant un siècle,

et je lui posais cette question : « Père, dans toute l'histoire contemporaine, connaissez-vous beaucoup de petits peuples, placés en aussi dures conditions, qui, pour la défense de leur âme, aient accepté et gagné pareille partie ? » L'éminent dominicain m'a répondu : « Le fait est unique ! » Je ne crains pas de le dire, et passez-moi la vulgarité de l'expression : tout autre peuple qui aurait le même passé que nous, en serait un peu fou.

Me sera-t-il permis d'évoquer nos réussites architecturales, sculpturales, que nous commençons à découvrir et qui émeuvent les connaisseurs ? Elles sont modestes. Voyons-y la preuve qu'un peuple ne se roidit pas dans un effort d'un siècle où se bandent toutes ses énergies, sans l'existence en soi de ressources vitales considérables, et sans créer, du même coup, dans le cours de sa résistance et de son héroïque tension, des formes de vie domestique, politique, sociale, morale, intellectuelle, qui constituent un milieu de culture.

Le point mort est venu dont je vous parlais tout à l'heure. Par-dessus cet arrêt malheureux est-il impossible de renouer la tradition ? Rappelez-vous où nous étions il y a vingt-cinq ans. Nos uni-

versités que vous considérez à bon droit comme les premières maîtresses de culture française, ont tout de même progressé. Leurs facultés des lettres, pour imparfaites qu'elles soient, ne sont plus les facultés fantomatiques qu'une autre génération a connues. L'aptitude à *faire*, à *créer français* n'est pas entièrement perdue. Il suffirait d'une atmosphère, d'un stimulant et d'une direction pour les ranimer. J'en prends à témoin un maître comme le Père Marie-Alain Couturier qui écrit dans la *Revue dominicaine* (mars 1941) : « Les peintures et les dessins d'enfants, dans ce pays, sont merveilleux. Parmi les jeunes élèves de Borduas, à Montréal, et de Lemieux, à Québec, il en est dont les œuvres ont une force, une audace et une sûreté de goût qui nous font honte à nous tous, professeurs ou artistes d'un certain âge. » Et encore, après une visite à l'École du Meuble de Jean-Marie Gauvreau : « Ces jeunes gens sont bien de la race des artisans d'autrefois. Ainsi se sont trouvées vérifiées, avec l'efficacité de la méthode, les espérances que l'on avait dans les possibilités d'une renaissance ».

Une critique judicieuse relèverait, dans notre littérature, dans notre journalisme, de semblables

espoirs. Elle noterait le souci d'une forme plus parfaite, les promesses d'une aube qui restera au-dessus de l'horizon. Des revues de jeunes comme la *Relève*, *Regards*, je dirai même comme l'*Action Nationale*, dirigée par un jeune, André Laurendeau, et qui compte ses collaborateurs surtout parmi les jeunes; des œuvres en prose comme les *Courriers de Villages* de Clément Marchand, comme les romans de l'abbé Savard, de Ringuet, de Claude-Henri Grignon, les *Opiniâtres* de Léo-Paul Desrosiers; une poésie originale et de large souffle comme *Axes et Parallèles* de François Hertel, comme certains poèmes de l'abbé Savard, une poésie plus subtile comme celle de Saint-Denys Garneau, de Rina Lasnier, un livre de belle facture comme *Reflets d'Amérique* de M. Édouard Montpetit, où le maître atteint une densité qu'on ne lui avait pas encore vue, tout cela, ce me semble, n'atteste ni un recul ni un piétinement. En dépit de tout, je le sais, quelques-uns s'inquiètent. Paul Péladeau, auteur de ce reportage émouvant comme un drame et qui en a presque la structure : « On disait en France », me faisait part l'autre jour de ses appréhensions. Que lui ai-je répondu ? « Nous faisons mieux que mar-

quer le pas. Si vous l'exigez, je vous nommerai une vingtaine de jeunes écrivains ou artistes qui, par le talent, la technique, dépassent l'ancienne génération ». J'en pourrais dire autant de nos progrès dans le domaine des sciences économiques et sociales. Sous l'impulsion de MM. Montpetit, Minville, le Père Lévesque, nous n'en sommes plus, Dieu merci, à compter nos économistes et nos sociologues sur notre seul index. Dans cette avance, nos facultés des sciences se signalent tout particulièrement. Des équipes de jeunes travailleurs se jettent avec passion dans tous les champs de la recherche. Et vous savez quelle école est devenu l'Institut botanique de Montréal, sous la direction du maître qu'est le Frère Marie-Victorin. Non, pour nous ressaisir, nul besoin de changer d'âme. La nôtre nous suffit. D'ailleurs il n'est pas naturel à un peuple d'en changer. Et quand il est bien né, il n'en change que pour prendre pire.

Que reste-t-il à nous souhaiter ? Un enseignement qui s'acquitte, en plénitude, de sa fonction. Emmanuel Mounier disait récemment à la jeunesse de France : « Rien ne sera fait si vous ne vous êtes retrouvé une âme ». Notre âme, l'enseignement

nous la fera retrouver, en nous livrant davantage la vraie substance de notre culture. L'enseignement primaire et le secondaire devraient atteindre au moins cette fin qu'ils laisseraient l'adolescent et le jeune homme renoués pour la vie à leurs hérédités intellectuelles, portant, dans leur esprit, gravé comme un sceau, leur caractère de Français. Puisqu'on étudie grec et latin, et qu'on les étudie pour fins de culture, il serait bon qu'il apparût qu'on est de souche gréco-latine. Nos universités devraient développer à plein les facultés où nous avons chance d'exprimer notre originalité : Lettres, Droit, Philosophie thomiste, Sciences théologiques. Notre âme nous sera encore rendue par une conscience plus active, plus pleine de notre réalité historique canadienne-française. Nous ne pourrions faire autrement que les autres peuples : nous pousserons, nous grandirons dans notre humus, ou nous sécherons sur pied. Cessons donc de considérer la culture historique comme une culture de luxe, comme un enseignement spéculatif ou morbide qui immobiliserait dans le passé. L'histoire, bien entendue et bien faite, est autre chose qu'une stérile promenade à travers cimetières, en quête de l'hypnose des

morts. Un fils, bien né, ne perd pas son temps à vivre dans le souvenir et la compagnie de ses pères. Parmi tant de mirages qui, dans la turbulence de ce nouveau monde, font tourner les têtes les plus fermes, arrachent les hommes à leurs traditions, à leur race, notre histoire est notre suprême refuge; elle nous restitue notre identité française; elle nous y attache opiniâtrément. Discipline de résurrection, addition du passé au présent, la culture historique est de soi une force synthétique qui ne manque à faire jaillir une vie agrandie que par la faute d'impuissants.

Pensez à un enseignement qui ne se séparera jamais d'une éducation. L'éducation, quel grand cas en auront fait, de nos jours, les restaurateurs de peuple. Dans une préface à quelques discours du maréchal Pétain, l'historien Louis Madelin écrivait : « Quand un pays s'est effondré, c'est aux fondations même qu'il faut regarder. Qu'est une construction purement politique ? Le plus souvent, un jeu d'architecte; une seule chose compte : le fonds, c'est-à-dire la solidité des principes d'éducation morale ». Par éducation, nous entendons, sans doute, l'éducation chrétienne, l'éducation na-

tionale; nous entendons aussi l'éducation tout court : celle qui vise la volonté, les mœurs, le redressement de l'homme dans son ordre primitif. L'un des étonnements de notre histoire, c'est bien que tant de sacrifices, tant d'héroïsmes additionnés n'aient produit, trop souvent, que l'espèce de Canadiens français que chacun connaît, d'une bonasserie sans borne, d'une aboulie sans nom, petits hommes qu'on dirait évadés de Lilliput. J'appelle le jour où l'on finira de croire que, pour faire un Canadien français, il suffise de démêler une poignée de farine dans un gallon d'eau. Une éducation totale, vivifiée par toutes les énergies du catholicisme, aurait vite raison de toutes nos faiblesses, de toutes nos misères. Ressaisis jusque dans le fond de l'âme, une puissance magnifique purifierait tous les compartiments de notre vie, guérirait tout, rectifierait tout. Nous reprendrions la figure et la mesure de notre vrai personnage.

\* \* \*

#### Votre programme d'étudiants.

Vous avez souhaité que je vous dise un mot de votre programme de vie d'étudiants. Comment

vous préparer, dès le jour d'aujourd'hui, dans le cadre de votre existence actuelle, à ces grandes tâches que je vous ai montrées ?

Vivez en plénitude votre vie actuelle. Vos études professionnelles sont votre devoir d'état. Contre ce devoir rien ne prévaut. Soyez mieux que des esprits linéaires, qui ne se développent que dans un sens. Ambitionnez d'être des esprits synthétiques, concentriques. Acquérez la compétence dans le cadre et sous l'influx de la culture générale. Hors de là, — pourquoi vous rappelé-je cette banalité ? — point de compétence ni de spécialisation qui vaille. Les nations qui ont voulu trop pragmatiser ou trop spécialiser leur enseignement, en reviennent après d'amères constatations. Vous m'avez demandé où il faut principalement exceller ? En tout. Nous avons besoin : de grands politiques, de grands avocats, de grands médecins, de grands ingénieurs, de grands écrivains, de grands poètes, de grands artistes, de grands philosophes, de grands théologiens, de grands saints. Et j'ajoute, pour ces demoiselles : de grandes institutrices, de grandes religieuses, de grandes mères de famille, de grandes femmes.

Tout autant que votre formation d'esprit, soignez votre formation de volonté. Il y a une ascèse des hommes d'action. Elle est exigeante. Quel que soit l'univers où demain nous vivrons — fût-ce l'univers renouvelé que l'on nous promet — cet univers restera un monde sous le joug du péché originel, un monde où par conséquent se continuera le duel acharné des forces de vie et de mort. Nous ne serons pas dispensés de vouloir. Pourquoi ne pas l'admettre loyalement ? Les Canadiens français auront toujours à beaucoup vouloir. Depuis 1760, ai-je déjà dit, nous avons été situés sur le plan héroïque. Le mot a fait sourire. Je le tiens pour exact. Nous vivons notre existence de peuple en des conditions tellement périlleuses; la tension morale que nous avons à fournir est tellement harassante, qu'il nous faut bien, coûte que coûte, faire l'apprentissage de l'héroïsme. Vous n'en serez pas dispensés, vous surtout qui rêvez, pour les vôtres, d'un redressement total. Quand on fait le compte des routines satisfaites, des égoïsmes contrariés, des lâchetés que toute restauration doit affronter et vaincre, on ne doute plus qu'il y faille ce que Bergson appelait « un supplément d'âme ».

Ménagez-vous régulièrement des rencontres comme celle-ci, voire un peu plus prolongées. Pourquoi point une semaine d'étude pendant l'été, en quelque lieu évocateur, où vous inviteriez à vous entretenir les maîtres que vous aimez ? Étudiez les mouvements de jeunesse de l'étranger, en particulier ceux qui ont donné l'essor aux grandes restaurations nationales. Organisez vos camarades de partout en groupes, en cellules d'action nationale. Faites ce que font les jeunes chambres de commerce, en élargissant leur formule. Que ceux qui savent comment lui parler, aillent à la jeunesse ouvrière, réserve insoupçonnée des plus riches dévouements. Par vos camarades d'Oka, allez à la jeunesse des campagnes, qui grandit trop éloignée des problèmes nationaux. Je vous dirai même — et vous voyez que je ne vous propose pas que des tâches austères — aidez la jeunesse féminine à s'organiser comme vous sur le plan de l'action nationale. Je vous le dis tout net : notre situation est d'une telle gravité que je ne vois pas que nous puissions nous en tirer, à moins qu'une génération de jeunes hommes et de jeunes filles, non pas la prochaine, mais la vôtre, n'en fasse son affaire et ne s'y mette énergiquement.

Quant à vous, Mesdemoiselles, je ne vous interdis aucun service. C'est votre droit de prendre rang où vos talents vous permettent d'exceller. Souvenez-vous seulement qu'il n'y aura pas de restauration canadienne-française, sans la Canadienne française, et qu'il faut que les femmes se mêlent de nos affaires, ne serait-ce que pour nous forcer à nous en mêler. Il y a pourtant des œuvres où vous vous sentirez davantage chez vous : des œuvres économiques comme les coopératives; des œuvres sociales ou d'hygiène sociale comme la Protection de la jeune fille, l'Assistance maternelle, les Saint-Vincent-de-Paul féminines, les colonies de vacances, les Guildes, tout ce qui peut refaire le physique et le moral de la nationalité.

Vous garderez (pourtant) le meilleur de vous-mêmes pour le foyer, la famille. C'est votre royaume, aime-t-on à dire. À parler vrai, on ne trouve plus ailleurs de vraies reines. Et c'est le seul royaume où les reines n'abdiquent que lorsqu'il leur plaît de le faire. Que ce royaume ne vous devienne pas une cage. Être épouse et mère, c'est la vocation première et naturelle de la femme. Le célibat, pour méritoire qu'il puisse devenir, n'est qu'une vocation

d'exception. Vous exhorterais-je à ne pas vous démettre d'une fonction sacrée, démission qu'on ne voit se produire qu'à l'heure des irrémédiables décadences ? Quelques succès ou quelques triomphes que vous réserve la vie, que votre première fierté soit vos enfants. Soyez plus fiers de ces joyaux que vous ne le seriez du plus beau de vos poèmes si vous étiez poète, d'un chef-d'œuvre de peinture si vous étiez peintre. Que vos soins maternels, votre sens naturel d'éducatrices s'appliquent à faire des chefs-d'œuvre d'hommes, c'est-à-dire des hommes qui seront d'abord des hommes, puis des hommes en qui votre cœur ardent aura établi pour jamais la double fidélité à l'origine ancestrale et à la foi religieuse. Vous n'êtes pas pour rien les premières collaboratrices de Dieu dans le façonnement de l'âme infantine. Ces chefs-d'œuvre d'hommes, vous les sculpterez presque sans effort, si seulement vous parez votre foyer du rayonnement des dons que le Bon Dieu vous a départis : énergie tranquille, douce et forte, divination de l'intelligence pratique, instinct du cœur plus clairvoyant parfois que l'esprit de l'époux et des fils, charme de la politesse, des belles manières, du bon goût en toutes choses, dans

le vêtement, dans le mobilier, dans l'arrangement de la maison, culte du beau parler; par-dessus tout foi conquérante. Un dictateur de nos temps a fondé, dans l'une des régions les plus exaltantes de son pays, ce qu'il a appelé une *École d'Entraîneuses*, destinée à une élite de jeunes filles, marquées du signe royal des animatrices. Aux directeurs de l'institution, il a donné cette première consigne : « N'américanisez pas ces jeunes filles ». Le conseil est bon et d'une large signification. Restez femmes. Vous n'aimez pas les hommes ni les garçons qui se féminisent. Vous les méprisez et vous avez tant raison. Pourquoi vous figurez-vous que les hommes aiment les femmes qui se garçonnisent ? Ne commettez pas cette erreur psychologique. Restez femmes. Mais soyez-le. Françaises et catholiques, vous n'avez besoin de rien d'autre pour devenir des « Entraîneuses », car vous savez bien que le jour où vous en aurez recréé la mode, rien ne sera plus chic que d'être Canadien français.

#### Un dernier mot.

Étudiants, étudiantes, quand vous discutez de la possibilité de la survivance ou d'un relèvement

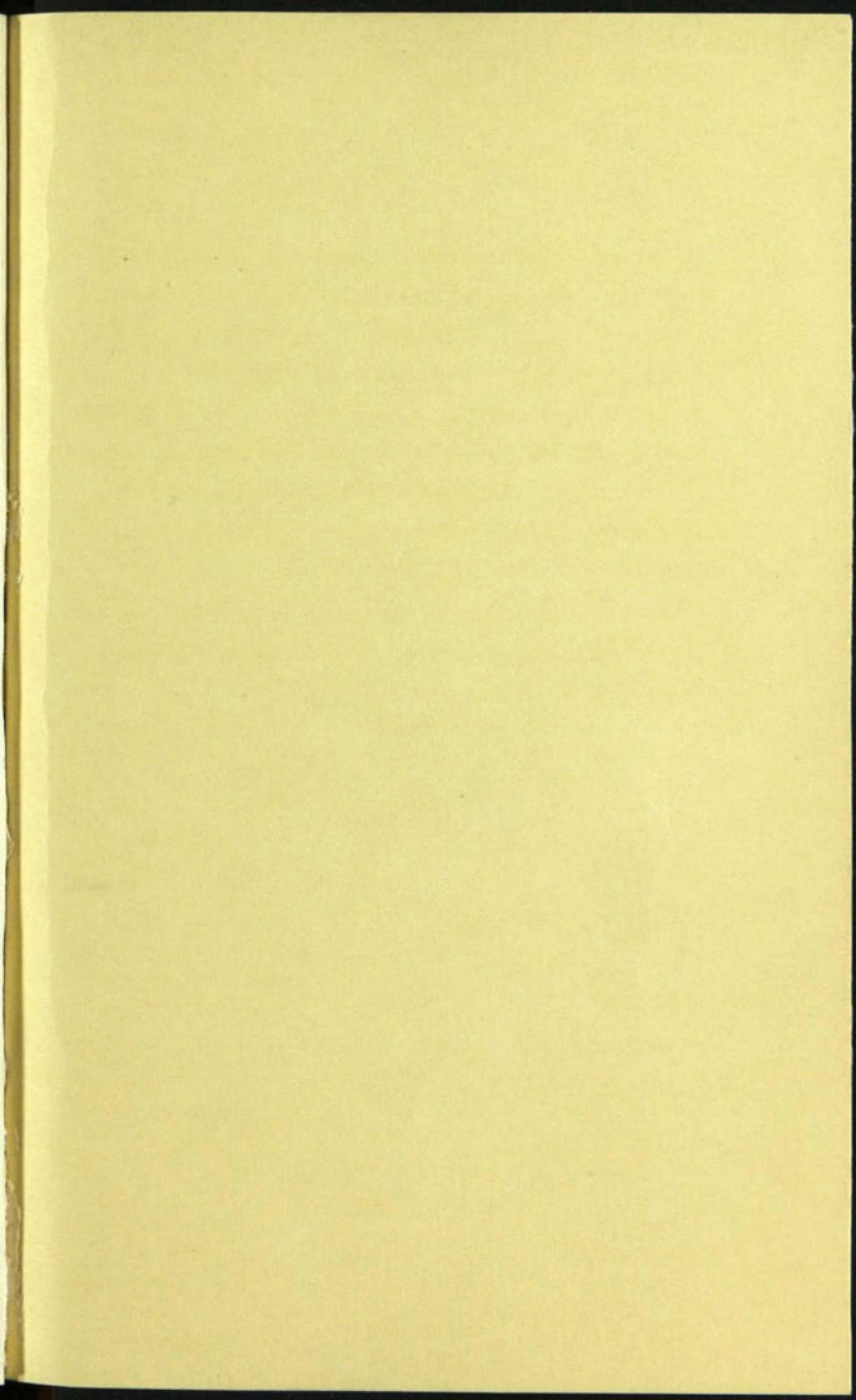
national, n'oubliez pas la part de volonté qui peut s'insérer dans la vie d'un peuple par une élite, sous l'influence d'une école ou d'un chef. Croyez au rôle des chefs, du chef. Le chef, l'histoire enseigne qu'on le trouve au principe de toute évolution, en quelque domaine que ce soit. La mystique du chef n'est pas une mystique paresseuse, comme d'aucuns se plaisent à le dire. Le chef véritable n'est pas le surhomme qui prend pour soi tout le labeur, qui écarte toutes les collaborations, qui dispense tout le monde d'agir. Le chef, c'est l'intelligent animateur qui sollicite toutes les collaborations, exalte, coordonne toutes les puissances d'action pour les suprêmes redressements. Vous qui priez Dieu pour le relèvement de notre petit peuple, demandez-lui de nous envoyer l'un de ces hommes merveilleux, un chef qui ne nous abandonnera pas à mi-chemin, comme tant d'autres l'ont fait. Que nous vienne un rassembleur d'esprits et de volontés qui, au-dessus de toutes nos désunions, nous fera nous retrouver dans la joie de notre fraternité, dans l'orgueil d'un incomparable destin à vivre, côte à côte, dans le même rythme du cœur. Et pourquoi pas ? Les arbres d'hiver, tels que je les aperçois de

BIBLIOTHÈQUE  
SANT-SULPICE

ce temps-ci de ma fenêtre, me font penser à notre pauvre peuple. Chauves, raides, bras squelettiques tendus vers le ciel, on les dirait morts en désespérés. La mort n'est pourtant qu'apparente. Un principe de vie dort en eux : la sève. Le printemps va venir; le magicien va libérer le jeu de cette sève; et alors, au bout des branches, vous verrez jaillir, en fusées, une dentelle mouvante et fine, et, parfois, dans cette dentelle, des fruits merveilleux.

Jeunes gens, jeunes filles, ne serez-vous pas la génération qui va libérer, en notre âme engourdie, le flot de la sève française ?

BIBLIOTHÈQUE  
UNIVERSITAIRE  
DE PARIS

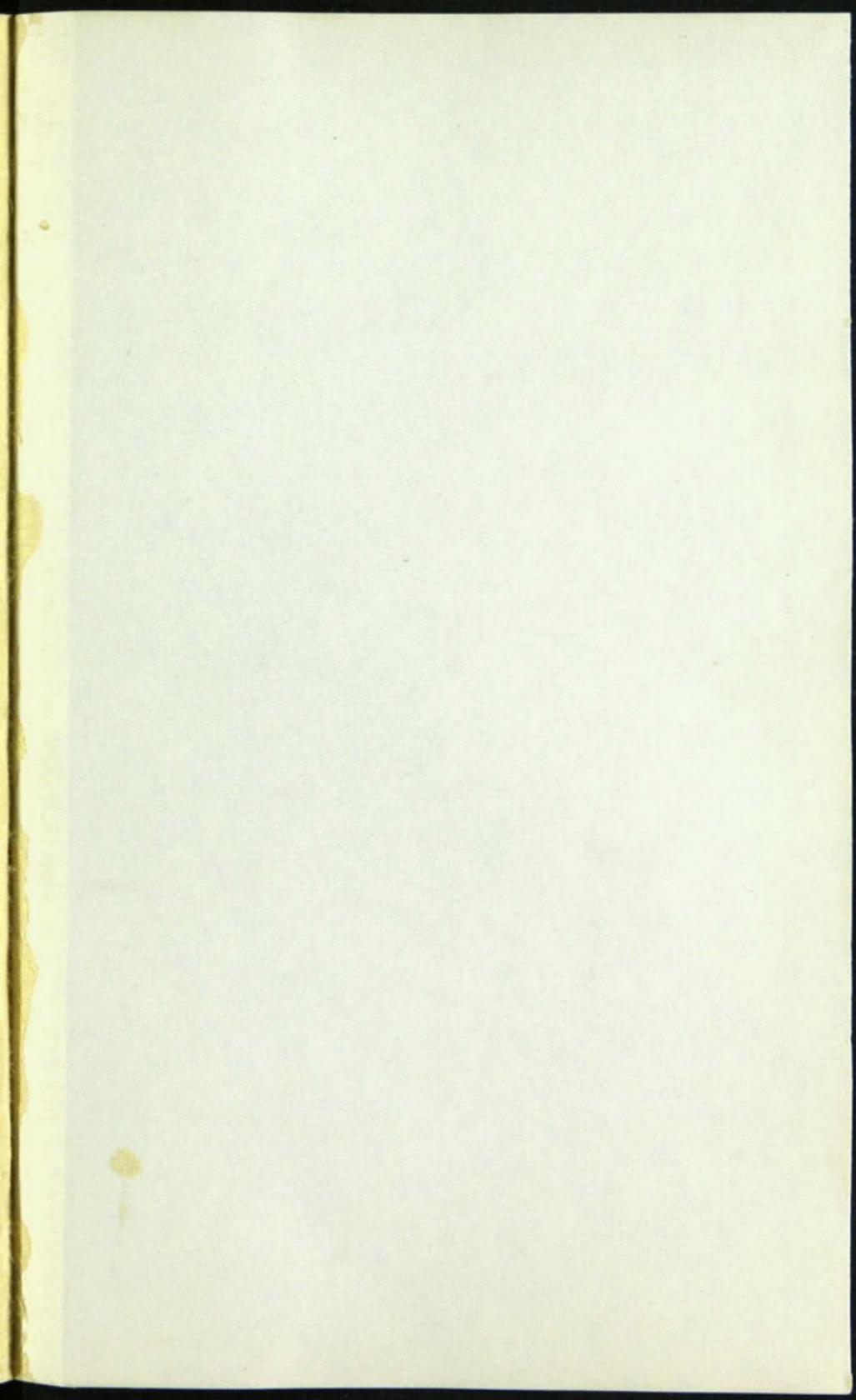


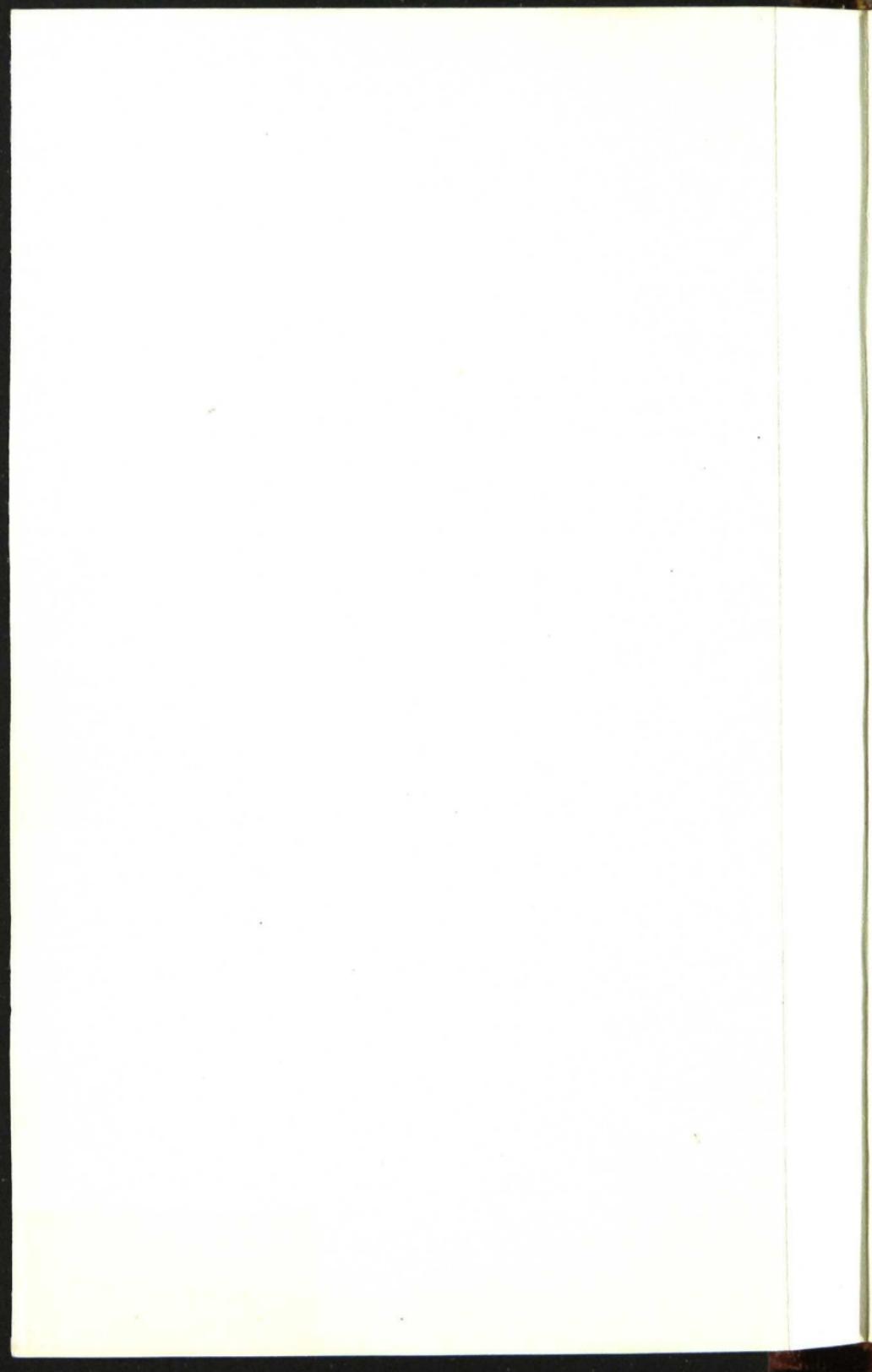
---

25 SOUS  
L'UNITÉ

---

THÉRIEN FRÈRES, LIMITÉE  
MONTRÉAL





 RELIURE  
DESHAIES & ASS. LTEE.

1027 Loranger  
Montreal 352, Qué.  
Tél. (514) 271-1851

BNQ



000 333 534